



**Conseil national  
de l'information statistique**

Montrouge, le 20 janvier 2021  
N°13 / H030

**Commission  
Démographie et Questions Sociales**

**Bilan de travail des producteurs de la statistique  
Année 2020**

## Sommaire

<b>DEPS – DIRECTION DES ÉTUDES, DE LA PROSPECTIVE ET DES STATISTIQUES. MINISTÈRE DE LA CULTURE.....</b>	<b>3</b>
<b>DREES – DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES. MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ.....</b>	<b>6</b>
<b>DSED – DÉPARTEMENT DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION. DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTRANGERS EN FRANCE. MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.....</b>	<b>17</b>
<b>INED– INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES.....</b>	<b>19</b>
<b>INSEE - (DÉPARTEMENT DE LA DÉMOGRAPHIE). DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....</b>	<b>23</b>
<b>INSEE (UEDS) – UNITÉ DES ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES. DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....</b>	<b>26</b>
<b>INSEE (DRCVM) – DÉPARTEMENT DES RESSOURCES ET CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES. DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....</b>	<b>30</b>
<b>INSEE (DPCEM) – DÉPARTEMENT DES PRIX A LA CONSOMMATION ET DES ENQUÊTES MÉNAGES. DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....</b>	<b>32</b>
<b>INSERM – INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE. COHORTE CONSTANCES.....</b>	<b>34</b>
<b>IRDES (GIP) – INSTITUT DE RECHERCHE ET DOCUMENTATION EN ÉCONOMIE DE LA SANTÉ.....</b>	<b>36</b>
<b>LEDA-LEGOS – LABORATOIRE D'ÉCONOMIE ET DE GESTION DES ORGANISATIONS DE SANTÉ. UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE.....</b>	<b>40</b>
<b>MEDES – MISSION ENQUÊTES, DONNÉES ET ÉTUDES STATISTIQUES - INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE.....</b>	<b>46</b>
<b>OFDT – OBSERVATOIRE FRANÇAIS DES DROGUES ET TOXICOMANIES.....</b>	<b>52</b>
<b>SDES– SERVICE DES DONNES ET ÉTUDES STATISTIQUES - MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE.....</b>	<b>53</b>
<b>ANNEXE. TEXTE DES AVIS DE MOYEN TERME 2019-2023.....</b>	<b>61</b>

### Note de lecture

Dans ce programme de travail, les producteurs ont indiqué les opérations et travaux faisant référence aux avis du moyen terme 2019-2023 du Cnis. Ces avis sont repérés de la manière suivante :

[AG : Avis généraux](#)

[DQS : commission « Démographie et Questions Sociales »](#)

Le texte des avis de la commission « Démographie et Questions Sociales » ainsi ceux des autres commissions du Cnis cités dans ce programme figurent en annexe.

## 0. Éléments de contexte en 2020

---

L'année 2020 est marquée par les événements qui ont perturbé le fonctionnement du Département, qu'il s'agisse de la grève des Gilets Jaunes, ou ensuite de la crise sanitaire qui a frappé le pays. Ces circonstances conduisent à réinventer les modes d'organisation collective de l'équipe, notamment en donnant une plus grande place au télé-travail, en en organisant plus précisément les modalités.

Enfin, cette année a également été marquée par la mise en place progressive d'une réorganisation de l'administration centrale, avec un impact double pour le SSM. Première évolution, il a été arbitré que le SSM mutualiserait l'ensemble des ressources disponibles en administration centrale pour les études, ce qui s'est traduit par l'intégration au sein du département (en principe effectif dès janvier 2021) de 7 agents issus des directions générales. Il a été également décidé de lui rattacher les fonctions de documentation assumées par la MPDoc (Mission de la politique documentaire). De 19 ETP, le DEPS passera ainsi à 43 ETP d'ici janvier 2021.

## 1. Travaux en 2020

---

### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

1. Les ministères de la Culture et de l'Éducation Nationale, via leurs SSM respectifs, ont pris la décision d'annuler l'enquête **Réception de l'éducation artistique et culturelle**, qui avait reçu le visa n°2020X709CL du Ministre de l'Économie et des finances, valable pour l'année 2020. En effet, le contexte de la pandémie n'autorise pas la réalisation dans des conditions correctes d'une enquête de grande ampleur en milieu scolaire et auprès des familles, qui plus est portant sur des activités d'éducation artistique et culturelle fortement impactées par la crise sanitaire.

**2. Enquête Pratiques Culturelles dans les territoires ultra-marins :** Dans la lignée de l'enquête Pratiques Culturelles (renouvelée en 2018), une déclinaison de l'enquête a été réfléchi et adaptée aux 5 DROM (Guadeloupe, Martinique, La Réunion, Mayotte et Guyane). Le terrain de ces enquêtes s'est déroulé en 2019 et 2020. En collaboration avec l'Insee, le Criem et les DR Insee Antilles-Guyane et Réunion-Mayotte, un programme de travail a été défini afin de produire de premiers résultats synthétiques.

### 1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

1. Pour répondre aux préconisations du rapport de Mission établi en 2019 par Bruno Racine et dans le cadre du Plan « artistes-auteurs » défini par la Ministre, le Deps est chargé d'une analyse approfondie des **conditions de vie des artistes-auteurs**. Cette analyse reprend et prolonge l'exploitation annuelle des données statistiques émanant du régime de sécurité sociale spécifique dont bénéficient ces populations (Maison des artistes et Agessa), régulièrement opérée par le Deps depuis une dizaine d'années. Elle nécessitera de mettre en place, en collaboration avec les services de la DGCA, un partenariat avec l'Acoss (Agence centrale des organismes de sécurité sociale) qui sera bientôt seule gestionnaire de ce régime, en veillant à conserver la profondeur historique (depuis 1979) des données transmises.

**2. Observation du spectacle vivant:** le DEPS fait l'investissement de réunir les bases de données des licences de spectacle afin de dénombrer les employeurs dans le secteur du cirque. Ce travail pourra être étendu à d'autres domaines du spectacle vivant. Un recoupement de données sera fait avec la

source Pole Emploi qui permet de remonter des intermittents aux employeurs. L'objectif est de dresser des observations sectorielles, axées en premier lieu sur la caractérisation des structures employeuses.

3. **Approfondir la régionalisation des dépenses du ministère de la culture** en intégrant les dépenses audiovisuelles et des établissements publics ; il est également envisageable de se pencher sur la régionalisation des dépenses culturelles d'autres ministères, en commençant par les plus dépensiers (MENESR, MAE,...)

### 1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

**Observatoire Femmes /Hommes** : Publié chaque année à l'occasion de la journée internationale du droit des femmes, l'observatoire de l'égalité entre femmes et hommes dans la culture et la communication présente une photographie de la répartition des femmes et des hommes dans les diverses activités et professions de la culture et de la communication.

### 1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

1. Afin de suivre le parcours de formation des étudiants depuis le baccalauréat jusqu'au diplôme, un **système d'information sur le suivi des étudiants** Sise a été mis en place en 2017 avec le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Le DEPS est en charge du dispositif dans le champ de la culture, Sise-Culture. Ce dispositif (qui se substitue à l'ancienne enquête dite « 48 ») recense l'ensemble des étudiants dans les écoles publiques et privées relevant de l'enseignement supérieur culture. Il permet de suivre le parcours de tous les étudiants inscrits et diplômés dans une école relevant du champ culturel et non plus seulement ceux des écoles sous tutelle du Ministère de la Culture. En 2020: premières exploitations des résultats de l'enquête et travail d'enrichissement des formations suivies.

2. **Référentiel ministériel des équipements culturels** : mobilisation de l'ensemble des ressources disponibles pour établir et actualiser un référentiel partagé des équipements culturels maillant le territoire national.

### 1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

1. **Atlas régional de la culture** : publié pour la première fois en 2017, l'Atlas régional de la culture a vocation à compléter la vision générale du champ de la culture offerte par les Chiffres Clés en se concentrant sur ses disparités géographiques. Cette publication présente pour chaque région ses principales données socio-économiques, les dépenses culturelles publiques, les équipements culturels, l'emploi culturel et les entreprises culturelles. Cette année, une version numérique sera mise en place grâce au concours gagné par le Deps lors des défis EIG.

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Connaissances artistiques des Français	<a href="https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2/Collections-de-synthese/Culture-etudes-2007-2020/Connaissances-artistiques-des-Francais-en-2018-approche-exploratoire-CE-2020-1">https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2/Collections-de-synthese/Culture-etudes-2007-2020/Connaissances-artistiques-des-Francais-en-2018-approche-exploratoire-CE-2020-1</a>	<b>AVG 2.</b>	<b>TRT 9.</b>
Cinquante ans de pratiques culturelles	<a href="https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2/Collections-de-synthese/Culture-etudes-2007-2020/Cinquante-ans-de-pratiques-culturelles-en-France-CE-2020-2">https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2/Collections-de-synthese/Culture-etudes-2007-2020/Cinquante-ans-de-pratiques-culturelles-en-France-CE-2020-2</a>	<b>AVG 3.</b> <b>AVG 2.</b>	<b>DQS 8.</b>
Le plaisir musical enfantin dans les ateliers de la Cité de la musique-Philharmonie de Paris	<a href="https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2">https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2</a>		<b>DQS 3.</b>
Trajectoire des intermittents du spectacle indemnisés	<a href="https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2">https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2</a>	<b>AVG 2.</b>	
Réorganisation des temps enfantins à l'entrée en maternelle des enfants de la cohorte Elfe	<a href="https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2">https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2</a>		<b>DQS 3.</b>
Loisirs des enfants en temps de confinement	<a href="https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2">https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2</a>	<b>AVG 3.</b>	<b>DQS 3.</b> <b>DQS 8.</b>
Pratiques culturelles en temps de confinement	<a href="https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2">https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications2</a>	<b>AVG 3.</b>	
Éducation artistique et culturelle		<b>AVG 3.</b>	<b>DQS 3.</b>

## 0. Éléments de contexte en 2020

---

La crise sanitaire a eu un impact non négligeable sur le programme d'enquêtes, particulièrement sur les collectes en face à face, nombreuses à la Drees compte tenu de la particularité des populations interrogées ou des pratiques à observer, qui se prêtent mal à une collecte alternative par téléphone ou internet. De ce fait, plusieurs projets d'enquête sont reportés de plusieurs mois et pour certains, de 2020 à 2021. L'impact de ces reports sur le budget de la Drees et sur le programme des opérations 2021 est à l'étude.

La crise sanitaire a également affecté, mais dans une moindre mesure, les collectes auprès des établissements des champs sanitaires et sociaux, ainsi que celles auprès des conseils départementaux, toutes dématérialisées. Les calendriers de collecte ont dû être allongés et dans certains cas, reportés. La crise sanitaire semble avoir eu un impact négatif sur le taux de collecte dans certains cas, sans que ce soit systématique.

Enfin, pour assurer sa mission d'éclairage des politiques publiques, la Drees a réalisé des enquêtes inédites sur la crise sanitaire et son impact ou aménagé des enquêtes existantes pour y introduire des modules de question spécifiques.

La crise sanitaire a donc impacté très fortement le programme de publications. D'une part, certaines publications ont été reportées compte tenu de l'allongement des délais de collecte voir du décalage des opérations. Surtout, la Drees a réorienté son effort de publication sur les thématiques liées à la crise sanitaire, pour valoriser les opérations innovantes qu'elle a réalisées mais aussi exploiter de nouvelles sources directement liées à la gestion de la crise sanitaire (cf. infra). Au total, près d'une dizaine d'études originales ont été publiées sur le sujet et une nouvelle publication conjoncturelle sur un indicateur directement lié à la crise est diffusée depuis le mois d'octobre sous la forme d'une dataviz accompagnée d'un communiqué (cf. infra). Enfin, l'effort d'appui à la gestion de la crise sanitaire a conduit à reporter un certain nombre de travaux.

En effet, la Drees a été amenée à apporter son expertise pour la constitution et l'exploitation des systèmes d'information utiles au suivi et au pilotage de la crise sanitaire et le calcul des indicateurs qui en découle. La crise sanitaire a contribué à *asseoir son positionnement comme direction de la donnée dans ses champs d'expertise*, comme elle l'ambitionnait dans son plan stratégique *Drees 2021*.

## 1. Travaux en 2020

---

### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

#### **Santé :**

**EHIS 2019 [AG2,DQS2]** : l'enquête a été collectée en 2019 en France et dans les DROM. En raison de la crise sanitaire, la transmission des données à Eurostat a été reportée de deux mois. Les 1ères publications sont reportées en 2021 pour les mêmes raisons. Ces données permettront d'actualiser l'état des lieux sur la santé des Français, en métropole et dans les DROM, les facteurs de risque ou encore la couverture complémentaire.

**Enquête sur la santé des enfants scolarisés en grande section de maternelle** : le report de la collecte à 2021 est à l'étude en raison de la crise sanitaire.

**Enquête sur les principaux contrats souscrits auprès des organismes complémentaires en santé** : l'enquête a obtenu le label le 22 janvier 2020 suite à une refonte complète en 2019 pour assurer une meilleure représentativité des contrats. La collecte 2020 sur données 2019 a dû être décalée du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> semestre en raison de la crise sanitaire, ce qui induira probablement un décalage du calendrier de publication.

**Panel de médecins généralistes** : des vagues supplémentaires ont été réalisées en 2020, en accord avec les partenaires, de façon à éclairer des questions directement liées à la crise sanitaire. 5 publications ont déjà été tirées de ces vagues (cf. infra).

**Enquête EPICOV :** cette enquête, qui n'était pas prévue au programme statistique annuel, a été réalisée en partenariat entre la DREES et l'INSERM, avec l'appui de l'Insee et de Santé publique France. Elle a obtenu l'avis d'opportunité (14/04/20) et le label (12/05/20) après autorisation de la Cnil et avis favorable d'un comité de protection des personnes. Elle vise à mesurer la prévalence de l'infection à la Covid-19 et l'impact de l'épidémie sur les conditions de vie, sur un échantillon représentatif de 370 000 personnes au niveau départemental. Une 1ère vague a eu lieu avant l'été et une seconde à l'automne. Elle a déjà donné lieu à plusieurs publications, notamment dans les collections de la Drees (cf. infra).

### **Social :**

**Enquête Mode de garde [DQS3] :** la collecte, initialement prévue au 4<sup>e</sup> trimestre 2020 est reportée au S1 2021 compte tenu de la crise sanitaire qui a perturbé le recueil en face à face et les conditions d'observation de l'accueil et la garde des jeunes enfants. La base de sondage va être décalée d'un an.

Il s'agit de la 4<sup>e</sup> vague de l'enquête, mais son échantillon s'élargit pour permettre d'étudier, pour la première fois, l'accueil des jeunes enfants sur certains champs spécifiques : les enfants handicapés, l'outre-mer, les familles résidant dans les quartiers prioritaires de la ville. Un module rétrospectif sur les conditions d'accueil et de garde pendant la pandémie est prévu.

**Enquête sur les assistants familiaux :** cette enquête inédite a obtenu le label en 2019. La collecte, prévue au 4<sup>e</sup> trimestre 2020 est reportée à 2021 compte tenu de la crise sanitaire et la base de sondage va être actualisée.

**Enquêtes Autonomie [AG 7 ; DQS 1] :** ce dispositif d'enquêtes (8 au total) a obtenu l'opportunité en 2019. Il vise à dresser un panorama complet des conditions de vie des personnes handicapées ou en perte d'autonomie et de leurs aidants en France. Le dispositif inclut en outre de nombreux appariements à des données administratives, dont celles qui seront collectées par la DREES auprès des conseils départementaux sur les prestations qu'ils versent aux personnes âgées et aux personnes handicapées. La crise sanitaire a perturbé la réalisation des tests de l'enquête ménages et le début de la collecte de celle-ci, prévue à l'automne 2021, sera décalé d'un mois, réduisant la durée du terrain d'autant. L'enquête filtre (enquête VQS), collectée par internet et téléphone, aura en revanche lieu à partir de début 2021 conformément au calendrier initial.

**Enquête quadriennale EHPA [DQS1] :** la collecte en 2020 de l'enquête auprès des établissements d'hébergement pour personnes âgées, relative à la situation fin 2019, a été très perturbée par la crise sanitaire. Elle a dû être suspendue et étalée sur 5 mois supplémentaires. Le taux de réponse est en outre sensiblement réduit par rapport à la vague précédente. La DREES essaiera toutefois de compenser les délais sur le calendrier des retraitements, et vise toujours de premiers résultats à la fin de l'été 2021.

**Enquête quadriennale ES-DS [DQS 5 et DQS 6] :** préparation de la vague 2020-2021 auprès des établissements et services en faveur des adultes et familles en difficulté sociale, dont la collecte aura lieu en 2021. Plusieurs évolutions sont prévues afin de mieux répondre aux nombreuses demandes d'information sur les personnes sans-domicile, notamment un élargissement du champ à de nouvelles structures.

**Enquête PHEDRE :** cette enquête, en face-à-face, effectuée auprès d'un échantillon de bénéficiaires de la PCH, vise à compléter les informations sur le financement de leurs aides et aménagements et recueillir leur ressenti sur le reste à charge ; leurs difficultés (ou non) à mettre en place leur plan d'aide ou les causes de son abandon (même partiel) ; leur recours à l'aide, y compris celle qui n'est pas financée au titre de la PCH. La collecte, prévue en 2020, a été très perturbée par la crise sanitaire. Elle a été interrompue lors des 2 confinements et seul un tiers des questionnaires ont été collectés. La collecte devrait s'achever en avril 2021. L'échantillon interrogé final devrait être d'environ 3 600 répondants, soit moins que la cible initiale (4500 répondants). La diminution s'explique notamment par les divers retards de l'enquête, qui ont réduit la population interrogeable (déménagements et décès)

Les résultats des enquêtes suivantes, nouvelles ou renouvelées les années précédentes ont fait l'objet de 1ères publications en 2020 (c. infra) : *enquête ES-protection de l'enfance (2017)*, *enquête auprès des bénéficiaires de minima sociaux BMS (2018)*, *enquête ES-handicap (2018)*.

## 1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

### Santé :

**EDP santé [AG2]** : cet appariement entre les données sociales de l'échantillon démographique permanent (EDP) et celles du système national des données de santé (SNDS) vise notamment à étudier les inégalités sociales de santé. Le programme d'études envisagé a été très perturbé par la crise sanitaire. Toutefois, une 1ère publication a été réalisée en 2020 (cf. infra)

**Exploitation des fichiers de collecte bruts de la déclaration sociale nominative (DSN)** pour expertiser les données, alimenter la réflexion autour de l'utilisation de ces données pour alimenter le SI sur les 3 versants de la fonction publique et produire des analyses, notamment sur le recours à l'intérim à l'hôpital. Cette exploitation a été reportée du fait de la crise

L'expertise et examen de faisabilité du passage du **suivi démographique des infirmiers** du répertoire ADELI au répertoire partagé des professions de santé (RPPS) a été menée en 2020 et a mis en évidence des problèmes de couverture importants de cette profession dans le RPPS en raison d'un défaut d'enregistrement à l'ordre. Des mesures correctrices sont en cours.

Création d'une **base de dépenses de santé et de restes à charge** en ville et à l'hôpital par grand poste de soins pour l'ensemble des assurés ayant consommé des soins, à partir des données issues du SNDS, du DCIR pour les soins de ville puis enrichissement sur l'hôpital à partir du PMSI. L'élargissement aux soins hospitaliers, qui a débuté en 2019, s'est poursuivie en 2020. Une première publication a été réalisée.

Refonte du modèle INES-OMAR : débutée T4 2019, elle s'est poursuivie en 2020 quoique ralentie aussi par la gestion de crise. Cet outil vise analyser les dépenses de santé de l'assurance maladie obligatoire mais aussi complémentaire par niveau de vie. Pour cette prochaine édition il mobilisera l'enquête EHIS 2014 appariée au SNDS et l'enquête sur les contrats de complémentaire santé souscrits auprès des organismes complémentaires (enquête OC) 2016 ; ainsi que - pour la première fois - l'enquête SRCV 2017.

### Social

**Projet RI-insertion** : en 2020, la DREES a préparé une nouvelle opération de remontée de données administratives individuelles des conseils départementaux sur l'accompagnement des bénéficiaires du RSA ; ces données seront croisées avec des informations de Pôle Emploi et des caisses de sécurité sociale afin de créer une base qui, elle-même croisée avec le panel ENIACRAMS. Ceci permettra de nouvelles analyses des parcours et de l'insertion socioprofessionnelle des bénéficiaires de minima sociaux. Les premières données, pour quelques départements tests, ont été reçues fin 2020.

**Panel ÉNÉAS** : la constitution de ce panel, qui s'appuie notamment sur les données individuelles des conseils départementaux sur les bénéficiaires de l'APA et de l'ASH, appariées à d'autres informations, a été gelée en 2020 du fait la mobilisation des équipes sur d'autres chantiers (crise sanitaire et préparation de la loi Grand âge Autonomie). Le projet a été relancé fin 2020. Il permettra d'étudier les parcours des seniors, notamment d'entrée en perte d'autonomie ;

**Projet BADIANE** : un 1er prototype de cette base, qui vise à rassembler et à mettre dans un format propre à un usage statistique les diverses bases administratives produites par l'État ou ses opérateurs sur les établissements médico-sociaux a été constitué en 2020. Il intègre pour l'instant les données du répertoire FINESSE, du tableau de bord de la performance des ESMS produit par l'ANAP, de l'enquête EHPA, et des données Prix-ESMS de la CNSA.

D'autres travaux d'expertise de bases administratives ou statistiques ont été lancés en 2020 dans le domaine de l'hébergement des personnes sans-domicile, entre autres sur les données du SI-SIAO , mais aussi sur d'autres données de la DGCS ou de l'Insee. Ces expertises visent, à plus long-terme, à permettre un enrichissement des dispositifs d'observation statistique sur cette thématique.

La crise sanitaire ayant interrompu le chantier de création d'un système universel de retraite, la DREES a aussi engagé en 2020 une **refonte complète de son modèle de microsimulation des carrières et des retraites TRAJECTOIRE**. Ce chantier se poursuivra en 2021.

La création d'une **base en panel de données sur les organismes complémentaires** à partir des états comptables, prudentiels et statistiques collectés annuellement par l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution) a été réalisée en 2020. Une première publication est prévue courant 2021.

Le projet d'amélioration de **la mesure du non-recours aux prestations sociales [SP2]**, initié à l'automne 2019, s'est poursuivi en 2020. Dans le cadre d'un partenariat avec la Cnaf, l'université Paris Est-Créteil (Upec) et l'Insee, il s'agit, à horizon 2021, d'explorer les potentialités de la microsimulation sur ces questions.

Les résultats des opérations, nouvelles ou renouvelées les années précédentes ont fait l'objet de 1ères publications en 2020 (cf. infra): *remontées individuelles APA-ASH (2017)* .

### 1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés

**L'étude prévue sur l'analyse de la comparabilité des données et indicateurs harmonisés au niveau européen sur l'institutionnalisation des personnes âgées dépendantes [AG 6]**, dans le cadre d'une étude en comparaison internationale sur les formes d'institutionnalisation des personnes âgées a pris du retard compte tenu de la crise sanitaire.

### 1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

La **refonte de l'application de gestion du répertoire Finess** (référentiel des établissements sanitaires et médico-sociaux) qui permet d'enregistrer les établissements dans le répertoire, a été lancée en 2019. Elle devait aboutir à une version opérationnelle à la toute fin de l'année 2020. En raison de la crise sanitaire mais aussi d'une révision du périmètre de la refonte, la date de fin de projet est reportée.

### 1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

En 2020, la DREES a développé son nouveau site internet, indépendant du portail du Ministère des Solidarités et de la Santé afin de faciliter l'accès à ses travaux. Ce site qui sera mis en ligne en janvier 2021 rassemblera sur une même interface les études, les données (solution opendatasoft) et des outils de data visualisation (solution Rshiny). L'objectif est d'améliorer la navigation et la recherche des publications en ligne, l'accès aux données, ainsi que le référencement des travaux menés par la DREES, notamment par le développement d'un moteur de recherche performant. La réorganisation des contenus s'accompagnera de la définition d'une charte éditoriale web adaptée à la diffusion de travaux statistiques.

Pour compléter son offre de ressources numériques, la DREES souhaitait poursuivre la publication de datavideos pédagogiques thématiques présentant des données de cadrage et expliquant des concepts et des définitions (3 vidéos minimum). En raison de la crise sanitaire, ces projets n'ont pu être menés à terme.

Dans le cadre de la crise sanitaire, la Drees publie chaque semaine, depuis octobre, une data viz accompagnée d'un communiqué de presse donnant l'évolution des délais d'obtention des résultats des tests RT-PCR. La publication d'un tableau de bord mensuel de la pauvreté assis sur le suivi des prestations de solidarité est prévu à partir de décembre 2020.

Le colloque sur les jeunes, prévu en novembre 2020, qui devait permettre notamment de valoriser les résultats de l'enquête ENRJ auprès d'un large public a dû être reporté à 2021 en raison de la crise sanitaire.

Par ailleurs, la DREES a signé en 2020 une convention avec le CASD pour la diffusion de fichiers de données détaillées extrêmement fines (ne pouvant être diffusés sous la forme de FPR par Quételet-PROGEDO). Cette convention a permis de diffuser pour la première fois des données telles que les RI-PCH ou les RI-APA-ASH. La DREES a par ailleurs engagé des travaux pour la création de bases totalement anonymisées à partir de certaines de ses sources (EIR, RI-APA), afin de pouvoir les diffuser en Open data, notamment à destination des étudiants ou des chercheurs qui voudraient pouvoir explorer les sources avant d'entreprendre les lourdes démarches d'accès. La DREES a enfin créé un groupe de travail chargé de définir la politique de la direction pour l'ouverture des codes sources de ses études. La diffusion des premiers codes ouverts doit avoir lieu fin 2020.

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
<b>Ouvrage collection Panoramas de la DREES</b> Les retraités et les retraites – édition 2020	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/les-retraites-et-les-retraites-edition-2020">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/les-retraites-et-les-retraites-edition-2020</a>		
La protection sociale en France et en Europe en 2018 – édition 2020	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/la-protection-sociale-en-france-et-en-europe-en-2018-resultats-des-comptes-de">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/la-protection-sociale-en-france-et-en-europe-en-2018-resultats-des-comptes-de</a>		
Les établissements de santé – édition 2020	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/les-etablissements-de-sante-edition-2020">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/les-etablissements-de-sante-edition-2020</a>		
Les dépenses de santé en 2019 – édition 2020	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/les-depenses-de-sante-en-2019-resultats-des-comptes-de-la-sante-edition-2020">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/les-depenses-de-sante-en-2019-resultats-des-comptes-de-la-sante-edition-2020</a>		
Les Minima sociaux – édition 2020	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/minima-sociaux-et-prestations-sociales-menages-aux-revenus-modestes-et-12159">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/minima-sociaux-et-prestations-sociales-menages-aux-revenus-modestes-et-12159</a>		
L'aide et l'action sociales en France – édition 2020	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/l-aide-et-l-action-sociales-en-france-perde-d-autonomie-handicap">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/l-aide-et-l-action-sociales-en-france-perde-d-autonomie-handicap</a>		

	protection-de-12190		
<b>Études et Résultats</b> Médecins en secteur 2 : les dépassements d'honoraires diminuent quand la concurrence s'accroît	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/medecins-en-secteur-2-les-depassements-d-honoraires-diminuent-quand-la">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/medecins-en-secteur-2-les-depassements-d-honoraires-diminuent-quand-la</a>		
Plus de 8 médecins généralistes sur 10 s'organisent au quotidien pour prendre en charge les soins non programmés	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/plus-de-8-medecins-generalistes-sur-10-s-organisent-au-quotidien-pour-prendre">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/plus-de-8-medecins-generalistes-sur-10-s-organisent-au-quotidien-pour-prendre</a>		
E-santé : les principaux outils numériques sont utilisés par 80 % des médecins généralistes de moins de 50 ans	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/e-sante-les-principaux-outils-numeriques-sont-utilises-par-80-des-medecins">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/e-sante-les-principaux-outils-numeriques-sont-utilises-par-80-des-medecins</a>		
Difficultés et adaptation des médecins généralistes face à l'offre de soins locale	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/difficultes-et-adaptation-des-medecins-generalistes-face-a-l-offre-de-soins">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/difficultes-et-adaptation-des-medecins-generalistes-face-a-l-offre-de-soins</a>		
Un tiers des personnes âgées vivant en établissement sont dans un état psychologique dégradé	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/un-tiers-des-personnes-agees-vivant-en-etablissement-sont-dans-un-etat">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/un-tiers-des-personnes-agees-vivant-en-etablissement-sont-dans-un-etat</a>		
Aide au paiement d'une complémentaire santé : un niveau de couverture équivalent à celui des contrats du marché individuel en 2018	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/aide-au-paiement-d-une-complementaire-sante-un-niveau-de-couverture-equivalent">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/aide-au-paiement-d-une-complementaire-sante-un-niveau-de-couverture-equivalent</a>		
Les personnes ayant des incapacités quittent le marché du travail plus jeunes mais liquident leur retraite plus tard	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/les-personnes-ayant-des-incapacites-quittent-le-marche-du-travail-plus-jeunes">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/les-personnes-ayant-des-incapacites-quittent-le-marche-du-travail-plus-jeunes</a>		
En 2018, les territoires sous-dotés en médecins généralistes concernent près de 6 % de la population	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/en-2018-les-territoires-sous-dotes-en-medecins-generalistes-concernent-pres-de">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/en-2018-les-territoires-sous-dotes-en-medecins-generalistes-concernent-pres-de</a>		
Le nombre d'étudiants se destinant à l'accompagnement éducatif et social diminue depuis 2010	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/le-nombre-d-etudiants-se-destinant-a-l-accompagnement">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/le-nombre-d-etudiants-se-destinant-a-l-accompagnement</a>		

	educatif-et-social		
En 2018, 3,4 % des retraités cumulent emploi et retraite	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/en-2018-3-4-des-retraites-cumulent-emploi-et-retraite">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/en-2018-3-4-des-retraites-cumulent-emploi-et-retraite</a>		
Pratiques des médecins généralistes dans les territoires devenus zones d'intervention prioritaire	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/pratiques-des-medecins-generalistes-dans-les-territoires-devenus-zones-d">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/pratiques-des-medecins-generalistes-dans-les-territoires-devenus-zones-d</a>		
Les Français souhaitent une prise en charge par l'État de la perte d'autonomie des personnes âgées	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/les-francais-souhaitent-une-prise-en-charge-par-l-etat-de-la-perte-d-autonomie">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/les-francais-souhaitent-une-prise-en-charge-par-l-etat-de-la-perte-d-autonomie</a>		
En 2018, une personne sur quatre a souvent du mal à boucler ses fins de mois	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/en-2018-une-personne-sur-quatre-a-souvent-du-mal-a-boucler-ses-fins-de-mois">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/en-2018-une-personne-sur-quatre-a-souvent-du-mal-a-boucler-ses-fins-de-mois</a>		
Comment les médecins généralistes ont-ils exercé leur activité pendant le confinement lié au Covid-19 ?	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/comment-les-medecins-generalistes-ont-ils-exerce-leur-activite-pendant-le-12120">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/comment-les-medecins-generalistes-ont-ils-exerce-leur-activite-pendant-le-12120</a>		
Perception des risques et opinions des médecins généralistes pendant le confinement lié au Covid-19	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/perception-des-risques-et-opinions-des-medecins-generalistes-pendant-le">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/perception-des-risques-et-opinions-des-medecins-generalistes-pendant-le</a>		
Profils, niveaux de ressources et plans d'aide des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile en 2017-Premiers résultats des remontées individuelles sur l'APA de 2017	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/profils-niveaux-de-ressources-et-plans-d-aide-des-beneficiaires-de-l-allocation">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/profils-niveaux-de-ressources-et-plans-d-aide-des-beneficiaires-de-l-allocation</a>		
Allocation personnalisée d'autonomie : en 2017, un bénéficiaire sur deux n'utilise pas l'intégralité du montant d'aide humaine notifié	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/allocation-personnalisee-d-autonomie-en-2017-un-beneficiaire-sur-deux-n-utilise">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/allocation-personnalisee-d-autonomie-en-2017-un-beneficiaire-sur-deux-n-utilise</a>		
Conditions de vie des jeunes femmes en zone	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/</a>		

<p>rurale : des inégalités par rapport aux hommes ruraux et aux urbaines</p>	<p>publications/etudes-et-resultats/article/conditions-de-vie-des-jeunes-femmes-en-zone-rurale-des-inegalites-par-rapport</p>		
<p>Études, emploi, ressources : les jeunes ruraux sont-ils différents des jeunes urbains ?</p>	<p><a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/etudes-emploi-ressources-les-jeunes-ruraux-sont-ils-differents-des-jeunes">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/etudes-emploi-ressources-les-jeunes-ruraux-sont-ils-differents-des-jeunes</a></p>		
<p>Les personnes handicapées sont plus souvent victimes de violences physiques, sexuelles et verbales</p>	<p><a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/les-personnes-handicapees-sont-plus-souvent-victimes-de-violences-physiques">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/les-personnes-handicapees-sont-plus-souvent-victimes-de-violences-physiques</a></p>		
<p>9 patients sur 10 qui se rendent aux urgences consultent aussi leur médecin de ville</p>	<p><a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/9-patients-sur-10-qui-se-rendent-aux-urgences-consultent-aussi-leur-medecin-de">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/9-patients-sur-10-qui-se-rendent-aux-urgences-consultent-aussi-leur-medecin-de</a></p>		
<p>Mesure d'accompagnement social personnalisé : un dispositif qui peine à se développer</p>	<p><a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/mesure-d-accompagnement-social-personnalise-un-dispositif-qui-peine-a-se">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/mesure-d-accompagnement-social-personnalise-un-dispositif-qui-peine-a-se</a></p>		
<p>Métiers de la rééducation de niveau bac +3 ou plus : davantage de diplômés et une bonne insertion professionnelle</p>	<p><a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/metiers-de-la-reeducation-de-niveau-bac-3-ou-plus-davantage-de-diplomes-et-une">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/metiers-de-la-reeducation-de-niveau-bac-3-ou-plus-davantage-de-diplomes-et-une</a></p>		
<p>Après le confinement, les médecins généralistes ne reviennent que progressivement à une activité normale</p>	<p><a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/apres-le-confinement-les-medecins-generalistes-ne-reviennent-que">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/apres-le-confinement-les-medecins-generalistes-ne-reviennent-que</a></p>		
<p>Perceptions et opinions des médecins généralistes lors du déconfinement</p>	<p><a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/perceptions-et-opinions-des-medecins-generalistes-lors-du-deconfinement">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/perceptions-et-opinions-des-medecins-generalistes-lors-du-deconfinement</a></p>		
<p>Trois médecins généralistes sur quatre ont mis en place la téléconsultation depuis le début de l'épidémie de Covid-19</p>	<p><a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/trois-medecins-generalistes-sur-quatre-ont-mis-en-place-la-teleconsultation">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/trois-medecins-generalistes-sur-quatre-ont-mis-en-place-la-teleconsultation</a></p>		
<p>Une hausse modérée de la couverture de la</p>	<p><a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/</a></p>		

population après la généralisation de la complémentaire santé d'entreprise	publications/etudes-et-resultats/article/une-hausse-moderée-de-la-couverture-de-la-population-apres-la-generalisation-de		
En mai 2020, 4,5 % de la population en France métropolitaine a développé des anticorps contre le SARS-CoV-2	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/en-mai-2020-4-5-de-la-population-vivant-en-france-metropolitaine-a-developpe">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/en-mai-2020-4-5-de-la-population-vivant-en-france-metropolitaine-a-developpe</a>		
Les motifs de recours hospitalier en court séjour en 2018 et leurs évolutions récentes	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/les-motifs-de-recours-hospitalier-en-court-sejour-en-2018-et-leurs-evolutions">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/les-motifs-de-recours-hospitalier-en-court-sejour-en-2018-et-leurs-evolutions</a>		
Parents d'enfants handicapés : davantage de familles monoparentales, une situation moins favorable sur le marché du travail et des niveaux de vie plus faibles	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/parents-d-enfant-handicape-davantage-de-familles-monoparentales-une-situation">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/parents-d-enfant-handicape-davantage-de-familles-monoparentales-une-situation</a>		
L'offre d'accueil des personnes handicapées dans les établissements et services médico-sociaux fin 2018	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/l-offre-d-accueil-des-personnes-handicapees-dans-les-etablissements-et-services-12194">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/l-offre-d-accueil-des-personnes-handicapees-dans-les-etablissements-et-services-12194</a>		
Pour 1 % des patients, le reste à charge après Assurance maladie obligatoire dépasse 3 700 euros	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/pour-1-des-patients-le-reste-a-charge-apres-assurance-maladie-obligatoire">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/pour-1-des-patients-le-reste-a-charge-apres-assurance-maladie-obligatoire</a>		
<b>Les Dossiers de la DREES</b> Les rendez-vous des droits des Caf : quels effets sur le non-recours ?	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/les-rendez-vous-des-droits-des-caf-quels-effets-sur-le-non-recours">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/les-rendez-vous-des-droits-des-caf-quels-effets-sur-le-non-recours</a>		
Devenir adulte : comment évoluent les ressources ?	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/devenir-adulte-comment-evoluent-les-ressources-montant-et-composition-des">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/devenir-adulte-comment-evoluent-les-ressources-montant-et-composition-des</a>		
Retraite : les dispositifs de solidarité représentent 22 % des pensions versées aux femmes et 12 % pour les hommes	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/retraite-les-dispositifs-de-solidarite-representent-22-des-pensions-versees-aux">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/retraite-les-dispositifs-de-solidarite-representent-22-des-pensions-versees-aux</a>		

Au titre de la politique familiale, les dépenses sociales et fiscales liées aux enfants atteignent 4,7 du PIB en 2017-Compte de l'enfance	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/au-titre-de-la-politique-familiale-les-depenses-sociales-et-fiscales-liees-aux">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/au-titre-de-la-politique-familiale-les-depenses-sociales-et-fiscales-liees-aux</a>		
Accompagnement professionnel de la dépendance des personnes âgées	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/accompagnement-professionnel-de-la-dependance-des-personnes-agees">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/accompagnement-professionnel-de-la-dependance-des-personnes-agees</a>		
61 000 enfants, adolescents et jeunes majeurs hébergés fin 2017 dans les établissements de l'aide sociale à l'enfance	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/61-000-enfants-adolescents-et-jeunes-majeurs-heberges-fin-2017-dans-les">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/61-000-enfants-adolescents-et-jeunes-majeurs-heberges-fin-2017-dans-les</a>		
Les établissements et services de l'aide sociale à l'enfance durant le confinement	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/etablissements-et-services-de-l-aide-sociale-a-l-enfance-pendant-la-periode-de">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/etablissements-et-services-de-l-aide-sociale-a-l-enfance-pendant-la-periode-de</a>		
"Le non-recours aux prestations sociales Mise en perspective et données disponibles"	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/le-non-recours-aux-prestations-sociales-mise-en-perspective-et-donnees">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/le-non-recours-aux-prestations-sociales-mise-en-perspective-et-donnees</a>		
Vivre chez ses parents ou chez une autre personne à l'âge adulte	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/vivre-chez-ses-parents-ou-chez-une-autre-personne-a-l-age-adulte-profil-des">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/vivre-chez-ses-parents-ou-chez-une-autre-personne-a-l-age-adulte-profil-des</a>		
Une comparaison des plans d'aide notifiés et consommés des bénéficiaires de l'APA à domicile en 2011	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/une-comparaison-des-plans-d-aide-notifies-et-consommes-des-beneficiaires-de-l">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/une-comparaison-des-plans-d-aide-notifies-et-consommes-des-beneficiaires-de-l</a>		
Le pouvoir d'achat, la pauvreté et les inégalités de revenus préoccupent toujours aussi fortement les Français - Synthèse des résultats du Baromètre d'opinion de la DREES 2019	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/le-pouvoir-d-achat-la-pauvrete-et-les-inegalites-de-revenus-preoccupent">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/le-pouvoir-d-achat-la-pauvrete-et-les-inegalites-de-revenus-preoccupent</a>		
Les conditions de vie des bénéficiaires de minima sociaux et de la prime d'activité fin 2018	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/les-conditions-de-vie">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/les-conditions-de-vie</a>		

	des-beneficiaires-de-minima-sociaux-et-de-la-prime-d		
Les inégalités sociales face à l'épidémie de Covid-19 - État des lieux et perspectives	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/les-inegalites-sociales-face-a-l-epidemie-de-covid-19-etat-des-lieux-et">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/les-inegalites-sociales-face-a-l-epidemie-de-covid-19-etat-des-lieux-et</a>		
Appréhender les territoires ruraux dans les études de la DREES - Construction d'une typologie à partir des zonages d'étude existants	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/apprehender-les-territoires-ruraux-dans-les-etudes-de-la-drees-construction-d">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/apprehender-les-territoires-ruraux-dans-les-etudes-de-la-drees-construction-d</a>		
Aider un proche âgé à domicile	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/aider-un-proche-age-a-domicile-resultats-des-post-enquetes-qualitatives-care">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/aider-un-proche-age-a-domicile-resultats-des-post-enquetes-qualitatives-care</a>		
La santé mentale des adolescents de 3e en 2017 - Apport d'un auto-questionnaire dans l'enquête nationale de santé scolaire	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/la-sante-mentale-des-adolescents-de-3e-en-2017-apport-d-un-auto-questionnaire">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/la-sante-mentale-des-adolescents-de-3e-en-2017-apport-d-un-auto-questionnaire</a>		
L'EDP - Santé : un appariement des données socio-économiques de l'échantillon démographique permanent au Système national des données de santé	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/un-appariement-des-donnees-socio-economiques-de-l-echantillon-demographique">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/un-appariement-des-donnees-socio-economiques-de-l-echantillon-demographique</a>		
Parcours hospitalier des patients atteints de la Covid-19 lors de la première vague de l'épidémie	<a href="https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/parcours-hospitalier-des-patients-atteints-de-la-covid-19-lors-de-la-premiere">https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/les-dossiers-de-la-drees/article/parcours-hospitalier-des-patients-atteints-de-la-covid-19-lors-de-la-premiere</a>		

## **0. Éléments de contexte en 2020**

---

L'année 2020 a été marquée par la situation sanitaire générale et l'adoption du télétravail dans un ministère où celui-ci était jusqu'alors quasiment inexistant. La production du SSM a néanmoins été assurée dans sa totalité.

Cette année a vu se dérouler sur le terrain la seconde vague d'interrogation de notre enquête ELIPA 2 (cf infra) pour laquelle la division des études a consacré une grande partie de ses moyens notamment afin d'assurer les formations et suivre le prestataire de l'enquête.

L'évolution du règlement d'Eurostat sur les statistiques entrant dans le champ du SSM a mobilisé la division Valorisation des sources administratives pour préparer les nouvelles collections de données, plus détaillées et plus fréquentes que les précédentes. Ce chantier se poursuivra en 2021.

Toujours dans le contexte international, la mise en place à la DGEF d'un nouveau système d'information sur l'asile nous a permis de répondre de façon plus complète aux collectes d'Eurostat sur le sujet. La modification s'est accompagnée des métadonnées et explications nécessaires.

En ce qui concerne l'aide au pilotage de la politique publique, un nouveau tableau de bord mensuel a été conçu sous l'égide du SSM pour une diffusion aux décideurs politiques, de l'Élysée au cabinet du ministre de l'Intérieur.

Enfin, le projet Analytics, visant à produire et diffuser des données de pilotage et d'analyse sur tous les domaines de la DGEF de façon homogène, sécurisée et fiable a mobilisé une partie importante des ressources du SSM. Cette mobilisation a permis d'aboutir à la mise en production, en octobre 2020, d'un premier module sur le champ des étudiants étrangers, conjointement à la mise en place de la plateforme permettant aux étudiants de demander un titre de séjour sur le territoire.

## **1. Travaux en 2020**

---

### **1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières**

Deuxième vague d'interrogation d'Elipa en face à face. La collecte a été retardée par le confinement mais le taux de réponse de 75 % finalement obtenu a montré l'implication efficace de tous les acteurs.

### **1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant**

Mise en production AEF séjour sur le champ des étudiants étrangers.

Exploitation du SI asile pour nos indicateurs sur la demande d'asile, y compris pour Eurostat.

### **1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés**

Renouvellement du tableau de bord mensuel à destination du PR, PM, MI.

#### 1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

#### 1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

### 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Répartition départementale des immigrés en 2016	<a href="https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/124728/998945/file/IM_100_IM_repartition_departementales_des_immigres_en_2016.pdf">https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/124728/998945/file/IM_100_IM_repartition_departementales_des_immigres_en_2016.pdf</a>	<b>AVG5</b>	<b>TRT1</b>
Catégories socioprofessionnelles des immigrés et descendants d'immigrés	<a href="https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/123619/990697/file/IM_99_IM_CS_immigres_et_descendants.pdf">https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/123619/990697/file/IM_99_IM_CS_immigres_et_descendants.pdf</a>	<b>AVG2</b>	<b>EQRT2</b>
Les primo-arrivants en 2019, un an après leur premier titre de séjour, premiers résultats de l'enquête ELIPA 2	<a href="https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/122924/985974/file/IM_98_Premiers_resultats_ELIPA2.pdf">https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/122924/985974/file/IM_98_Premiers_resultats_ELIPA2.pdf</a>	<b>AVG2</b>	<b>DQS7</b>
L'enquête longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants	<a href="https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/122923/985969/file/IM_97_Presentation_ELIPA2_.pdf">https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/122923/985969/file/IM_97_Presentation_ELIPA2_.pdf</a>	<b>AVG8</b>	<b>DQS7</b>
Les titres de séjours délivrés en 2018	<a href="https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/122407/982258/file/IM_96_IM_Titres_de_sejour_2018.pdf">https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/122407/982258/file/IM_96_IM_Titres_de_sejour_2018.pdf</a>		

## 0. Éléments de contexte en 2020

Plusieurs éléments de contexte sont à signaler du côté de l'Ined pour l'année 2020 :

- l'institut a emménagé début janvier dans ses nouveaux locaux sur le Campus Condorcet ; même si l'épidémie a tenu les agents à distance du campus une partie de l'année, ils ont pu commencer à profiter de la proximité d'équipements de qualité (centre de colloques, hôtel à projets, grand équipement documentaire qui ouvrira en 2021, etc.) et à nouer des interactions stimulantes avec les autres équipes de recherche qui rejoignent peu à peu ce campus ;
- fort de son évaluation positive en 2019 par l'HCERES (haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur), l'institut a mené en 2020 une réflexion collective pour ses futures orientations stratégiques pour la période 2021-2026 ; le document de synthèse sera soumis à son conseil d'administration de décembre, après avoir reçu en novembre un avis favorable de son conseil scientifique, pour engager ensuite la rédaction d'un contrat d'objectif et de moyen avec les ministères de tutelle ;
- dans le cadre de ses missions d'appui et d'expertise, l'Ined mène depuis janvier 2020 une analyse des données de contact du fichier Fidéli de production (Fichier démographique d'origine fiscale sur les logements et les personnes), sur la base d'une convention avec l'Insee. L'analyse qui sera utile pour les futures enquêtes des deux instituts et du SSP sera probablement poursuivie en 2021 ;
- suite à une décision favorable du conseil scientifique de l'Ined, un DataLab a été créé fin 2019 au sein du service des enquêtes et sondages de l'Ined pour mettre en avant et renforcer les activités de mise à disposition des données (données d'enquêtes, données contextuelles, données agrégées) : l'année 2020 a permis de l'installer et de développer ses activités. Il a été de plus fortement impliqué dans la création et l'alimentation au fil de l'eau d'une base démographique sur les décès liés à la Covid-19 qui porte sur 17 pays fin 2020.

## 1. Travaux en 2020

### 1.1. Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans ; refonte importante d'enquêtes régulières

#### a) ELFE : étude longitudinale française depuis l'enfance

La cohorte ELFE a débuté en 2011 avec l'inclusion de 18 300 enfants nés dans un échantillon de maternités métropolitaines (dont 289 paires de jumeaux). Une mère sur deux a consenti au suivi de son enfant (et de son éventuel jumeau). Ce suivi s'est poursuivi au rythme d'un entretien annuel jusqu'aux 3 ans et demi de l'enfant. Les interrogations ont été plus espacées ensuite : la dernière enquête par téléphone a eu lieu en 2017 à l'âge de 5 ans et demi des enfants ; des tests sur les premiers apprentissages scolaires ont également été réalisés dans les écoles scolarisant un enfant ELFE, en maternelle (2016) et en cours préparatoire (2018). En 2019, une enquête intitulée « Manger, bouger, grandir » a été menée par Internet auprès de l'un des parents au moment où les enfants de la cohorte atteignaient 7 ans et demi.

Trois enquêtes ont eu lieu en 2020. Une enquête pilote a consisté à interroger par internet les enfants sur leurs activités physiques et sportives à l'école et sur le temps libre, leurs relations avec chacun des membres de leur fratrie et leurs activités sur écrans. En ce qui concerne la cohorte nationale, une enquête a été menée auprès des écoles scolarisant un enfant ELFE, comportant des exercices en mathématiques et en français, des questions sur le bien-être à l'école et un questionnaire à renseigner par l'enseignant, notamment sur les adaptations pédagogiques à la rentrée scolaire suite au confinement. Elle a associé les enfants de la cohorte EPIPAGE2 consacrée au suivi des enfants nés grands prématurés. Initialement prévue au dernier trimestre du CE2, cette enquête a été décalée en début de CM1 du fait de l'épidémie.

Dans le contexte de la crise sanitaire, l'équipe s'est fortement mobilisée pour que les parents de la cohorte se voient proposer l'auto-questionnaire web conçu dans le cadre du projet SAPRIS (« Santé, perception, pratiques, relations et inégalités sociales en population générale pendant la crise COVID-19 »), qui associe également les adultes participants aux autres grandes cohortes françaises (Constances, NutriNet-Santé, E3N/E4N).

Enfin, l'année 2020 a également été consacrée à la préparation de l'enquête aux 10 ans et demi des enfants qui débutera à l'automne 2021, notamment via l'analyse méthodologique et le bilan de l'enquête réalisée en 2018 auprès des enfants de la cohorte pilote.

Les prochaines enquêtes bénéficieront pour la période 2020-2024 d'un financement additionnel « Investissements d'avenir », attribué à la Plateforme RE-CO-NAI (Recherche sur les Cohortes

d'enfants suivis depuis la NAIssance) au bénéfice des cohortes ELFE et EPIPAGE2 pour un montant de 2,7 millions d'euros.

Le stockage des données et leur mise à disposition sur une plateforme d'accès satisfont à de strictes garanties d'anonymat des familles et il est prévu début 2021 leur intégration dans la plateforme France Cohortes.

**La partie sciences sociales de cette enquête de cohorte relève de la statistique publique.** Elle a obtenu un avis d'opportunité favorable et le label de qualité statistique pour chacune de ses phases.

### **b) Enquête Trajectoires et origines 2 (TeO2)**

Dix ans après l'enquête TeO menée en 2008-2009, un des enjeux essentiels du projet TeO2 est de renouveler les savoirs et mettre à jour les données sur les processus d'intégration, de discrimination et de construction identitaire dans la société française, en conduisant et exploitant une nouvelle enquête de grande ampleur, pour mesurer des évolutions des inégalités dans la société française selon l'origine des individus, en articulation avec la classe sociale, le genre, l'âge, la religion et le quartier. Menée en co-maîtrise d'ouvrage par l'Ined et l'Insee comme TeO, elle reprend des principes similaires pour la base de sondage et le mode d'échantillonnage.

L'enquête TeO2 est conduite auprès d'un échantillon de 26 000 individus, représentatifs de l'ensemble de la population vivant en France métropolitaine. L'échantillon est conçu pour surreprésenter les populations issues de pays étrangers et des DOM (première et deuxième génération). Cinq groupes distincts au total vont être interrogés : 9 000 immigrés environ (personnes nées étrangères à l'étranger), 9 000 descendants directs d'immigrés environ (personnes nées en France ayant un ou deux parents immigrés), 800 personnes environ nées dans un département d'Outre-mer, 800 personnes environ nées en France métropolitaine dont au moins un parent est né dans un département d'Outre-mer, et 3 400 personnes environ n'appartenant à aucun des groupes précédents (population majoritaire). Ces cinq sous-échantillons portent tous sur des populations de 18 à 59 ans, ce qui correspond à une élévation de la limite haute de l'âge pour les descendants d'immigrés et de « Domiens » par rapport aux populations échantillonnées en 2008-2009. En outre un sous-échantillon de descendants de Français nés à l'étranger, essentiellement des rapatriés d'Algérie, est enquêté en complément des autres groupes d'intérêt (3000 individus).

La première vague de l'enquête consacrée aux immigrés a été collectée par l'Insee avec succès entre juillet et décembre 2019. La seconde vague consacrée aux descendants d'immigrés a démarré en janvier 2020 et a été prolongé jusqu'à fin novembre 2020 du fait de l'interruption de la collecte par l'épidémie de Covid-19 au printemps 2020. De mars à août 2020, l'Ined a mené à bien avec succès l'enquête auprès des immigrés non francophones de la première vague qui n'ont pas pu être enquêtés par l'Insee du fait de la barrière de la langue (l'Ined a eu recours pour cela à des enquêteurs-traducteurs en 8 langues).

***Cette enquête a obtenu un avis d'opportunité favorable du CNIS en novembre 2017 et le label de qualité statistique ainsi que le caractère obligatoire en novembre 2018.***

### **c) Enquête Migrations, Famille et Vieillesse dans les départements d'Outre-mer (MFV2)**

L'enquête « Migrations, Famille et Vieillesse » (MFV1) réalisée en 2009-2010 a été la première enquête ménage de grande ampleur spécifiquement conçue pour les Départements/régions d'Outre-mer (DROM), avec pour objet l'analyse et la mesure des mutations sociodémographiques à l'œuvre dans chacune de ces collectivités : importance et caractéristiques des migrations, évolution des structures familiales, changements dans les comportements de fécondité, place et perspectives d'avenir de la jeunesse, importance de la précarité sociale, évolution des formes traditionnelles de solidarités en lien avec le vieillissement des populations.

Mise en œuvre pour la première fois en 2009-2010 puis à Mayotte en 2015-2016, cette enquête est reconduite en 2020-2021, avec pour ambition l'évaluation la plus exhaustive possible des changements intervenus à 10 ans d'intervalle. Cette ré-investigation répond à une triple exigence : mettre en lumière l'importance des nouveaux défis qui s'attachent aux évolutions observées, évaluer leurs incidences en termes politiques publiques et, enfin, mesurer leurs effets sur la vie économique et sociale, en dégagant les spécificités de chacun des territoires étudiés.

Elle bénéficie d'une maîtrise d'œuvre assurée par l'Insee comme pour sa première édition et couvre les quatre DOM historiques : Guyane, Guadeloupe, Martinique et La Réunion. Sa collecte a démarré en janvier 2020 et a été interrompue par l'épidémie de Covid-19. La collecte a repris mi-juillet en Guadeloupe, Martinique et La Réunion mais un second confinement a interrompu à nouveau la collecte en Martinique en octobre/novembre (la possibilité de faire la passation par téléphone a été donnée aux enquêteurs). Le décalage de la fin de collecte mais aussi le déplacement des certaines autres enquêtes devraient rendre possible les objectifs attendus. La collecte se terminera en juin 2021 pour La Réunion, Martinique et Guadeloupe et fin 2021, comme prévu, pour la Guyane.

**Cette enquête a obtenu un avis d'opportunité favorable du CNIS en novembre 2018 et le label de qualité statistique ainsi que le caractère obligatoire en septembre 2019.**

#### **d) Enquêtes en préparation à l'Ined qui pourraient nécessiter un tirage d'échantillon dans Fidéli**

En 2020, l'Ined a continué la préparation de plusieurs enquêtes qui pourraient nécessiter le tirage d'échantillons dans Fidéli, et qui pourraient de ce fait être présentées dans les années à venir au CNIS pour avis d'opportunité puis au comité du label.

Actuellement, quatre enquêtes en préparation pourraient être dans ce cas :

- l'enquête « Envie » sur la vie affective des jeunes adultes, pour laquelle un test de protocole et de questionnaire sera lancé au premier trimestre 2021, pour une enquête réelle en 2022 ;
- la participation française au deuxième round de l'enquête internationale GGS – Gender and Generation Survey, pour laquelle une enquête pilote est en préparation pour le premier semestre 2021, ce pour quoi un échantillon tiré dans le fichier Fidéli a été demandé à la division Sondages de l'Insee (avis favorable du comité du secret statistique obtenu le 9 juillet 2020) ;
- la nouvelle édition d'une enquête sur la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle (faisant suite à l'enquête Famille-Employeur de 2004), dont la conception se fait en concertation avec l'équipe du projet GGS car elle porte sur des sujets proches ;
- la nouvelle enquête sur la fécondité dont le protocole et le questionnaire sont en cours d'élaboration, avec le souhait de sur-échantillonner les femmes ayant connu une IVG à l'aide des données du SNDS si possible.

Le projet européen Eurocohort-GUIDE pour une cohorte d'enfants au niveau européen pourrait également mobiliser un tirage d'échantillon dans Fidéli pour sa partie française.

### **1.2. Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes ; refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant**

L'Ined poursuit en collaboration avec l'Insee son projet financé par l'Agence nationale de la recherche « Big statistical data and mobile society ». Ce projet utilise les données du recensement, de l'EDP++ et des données administratives.

L'Ined a été également sélectionné par l'Agence nationale de la recherche pour son projet « Des big data de santé pour découvrir les traitements occultés de l'infécondité » (StimHo) en collaboration avec l'Inserm - Univ Paris-Sud - UVSQ. Ce projet utilise les données du système national de santé (SNDS) à travers deux sources : l'EGB (Echantillon généraliste des bénéficiaires) et le DCIR (Données individuelles des bénéficiaires). En 2020, la remontée accélérée des données du PMSI-MCO (données sur les hospitalisations en médecine chirurgie obstétrique), mise en place lors de la crise sanitaire, a été également utilisée pour un projet d'analyse de l'accès aux IVG en période de crise.

Par ailleurs, d'autres projets de recherche exploitant les données du SNDS sont en cours d'élaboration ou démarrent (sur la PreP, la transidentité, la contraception par stérilet et implant, les IVG, l'analyse des causes de décès, la consommation de soins pendant la pandémie de Covid-19, les maladies chroniques pendant la pandémie, etc.). Enfin, une réflexion est en cours pour préparer des exploitations de l'EDP-santé, notamment pour étendre et approfondir les analyses de la santé et de la mortalité des immigrés.

### **1.3. Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés**

Les travaux sur le contenu des données de contact du fichier Fidéli de production ont débuté en janvier 2020, en lien avec la division Recueil et Traitement de l'Information de la Direction de la Méthodologie et de la Coordination Statistique et Internationale de l'Insee. Suspendus par le premier confinement du printemps 2020 et les incertitudes qui ont suivi, ils se poursuivront sans doute en 2021 ; en parallèle, des échanges sont en cours pour que l'Ined puisse mener, en collaboration avec la Drees, l'analyse des données de gestion de la collecte de l'enquête Epicov (1<sup>ère</sup> vague).

### **1.4. Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage**

RAS

### **1.5. Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion**

L'équipe du DataLab a débuté en 2020 une réflexion pour mettre en place un nouveau catalogue des enquêtes de l'Ined sur le site internet de l'Ined, en parallèle de la réflexion menée au sein de Quetelet PROGEDO Diffusion sur le changement nécessaire de l'outil actuel de catalogue (Nesstar) ; un mini

site du DataLab est en cours de construction dans le but de faciliter l'accès aux données de l'Ined pour les internautes.

Le service des éditions de l'Ined ouvrira fin 2020 ses collections d'ouvrage sur la plateforme « OpenEdition Books » (dont la collecte Grandes Enquêtes) : diffusion de l'intégralité des textes gratuitement en html (en parallèle des pdf et des ePubs payants). Fin 2020 également, les données compilées de la conjoncture démographique seront mises en ligne sur le site internet de l'Ined, à l'occasion des 50 ans de l'article de conjoncture démographique annuel de la revue Population.

## 2. Principales publications de l'année 2020

Les publications réalisées sont nombreuses et portent sur toutes les enquêtes de l'Ined réalisées ces dernières années. Leur planification est du ressort des chercheurs et elles ne peuvent être toutes détaillées ici. Elles sont accessibles sur l'archive ouverte de l'Ined, Archined, [www.archined.ined.fr](http://www.archined.ined.fr).

Les Éditions de l'Ined publient également des résultats de ces enquêtes, dans la collection « Grandes Enquêtes ». C'est dans cette collection que viennent de paraître les résultats de l'enquête VIRAGE fin 2020. La revue Population publie en décembre l'analyse de la situation démographique, avec un focus différent chaque année ; après la situation démographique en Europe fin 2019, ce focus portera fin 2020 sur les enfants. Enfin, le bulletin Population et Sociétés mensuel a publié en 2020 deux numéros sur les conditions de vie pendant le premier confinement (à partir de l'enquête Cocovi Inserm-Ined : n°578 et n°579), un numéro sur la démographie des orphelins (n°580) et un numéro sur les personnes séparées vivant sous le même toit à partir de l'enquête EPIC Ined-Insee (n°582), enquête dont les données sont mises à disposition à Quetelet-PROGEDO-Diffusion.

## 0. Éléments de contexte en 2020

---

L'année 2020 a été marquée par les deux épisodes de confinement qui ont fortement impacté les travaux du département de la démographie :

- **Concernant le recensement de la population**, la première période de confinement est intervenue une fois l'enquête 2020 terminée mais au début des opérations de contrôles post collecte, opérations qui se traduisent normalement par de nombreux déplacements sur le terrain. Ces opérations ont donc dû être réorganisées avec des travaux à distance et des contrôles téléphoniques. Les contrôles terrain n'ont pu reprendre qu'une fois le premier confinement terminé et ont été réduits par rapport aux années précédentes.

Le second confinement intervient en pleine période de préparation de l'EAR 2021 avec de nombreuses difficultés signalées par les communes. Plusieurs scénarios sont actuellement envisagés.

- L'épidémie de Covid 19 a aussi eu des effets sur les **élections municipales** avec un report du second tour de plusieurs mois. Le REU a montré sa robustesse face à de tels événements externes non prévus initialement et a permis de mettre en application les décisions du Ministère de l'Intérieur.

- Enfin, de très fortes sollicitations sont parvenues à l'Insee dès le début de l'épidémie pour mettre à disposition rapidement **des données sur les décès issus du RNIPP (TRT1)**. L'Insee s'est fortement et rapidement mobilisé pour répondre aux demandes en préparant des fichiers de décès quotidiens transmis tous les jours à plusieurs ministères (Intérieur, Santé, Outremer, Economie et finances) dès la mi mars et en diffusant toutes les semaines des données et commentaires sur l'évolution des décès sur Insee.fr. Cette nouvelle production a été très reprise par les médias nationaux et régionaux et s'est poursuivie jusqu'à ce jour à un rythme évolutif selon l'état de la pandémie (moins de diffusion durant l'été et nouvelle accélération du rythme depuis septembre).

- Les négociations européennes se poursuivent sur le règlement ESOP qui sera le futur règlement cadre sur les recensements et statistiques de population après 2021 (**CNERP 5**)

## 1. Travaux en 2020

---

### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

**Une refonte de certains bulletins statistiques alimentant le RNIPP** est envisagée pour le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et sera présenté au CNIS en décembre 2020. Les évolutions visent à prendre en compte les évolutions législatives comme la loi bioéthique qui permettra d'avoir des parents de même sexe, l'harmonisation des différents bulletins avec notamment l'enregistrement complète de l'adresse des défunts (ce qui permettra d'avoir des données de décès localisés), modification de certaines modalités pour améliorer la qualité.

**La préparation de la première enquête de recensement à Mayotte** s'est poursuivie : le plan de sondage a été finalisé et validé et les travaux préparatoires avec les communes ont débuté (**TRT2**).

**Préparation de la collecte des personnes sans abris dans les grandes communes en 2021** en réfléchissant à un protocole permettant de mutualiser l'opération avec la nuit de la solidarité à Paris.

Préparation avec la Poste de l'**expérimentation inscrite dans la loi Pacte** pour que les communes puissent sous-traiter la mission d'agent recenseur à un prestataire. 22 communes ont signé un contrat avec La Poste pour l'EAR 2021 (**CNERP3**).

Préparation également du recensement des bateliers et de St Pierre et Miquelon.

Mise en place et exploitation du **dernier test sur la collecte du recensement en séquentiel (CNERP 3)** dans les maisons individuelles. Le principe consiste pour l'agent recenseur à déposer les notices internet dans les boîtes aux lettres des maisons individuelles et à relancer ensuite physiquement les ménages qui n'ont pas répondu au bout de 4-5 jours. Le dernier test de grande ampleur avait pour objectif de vérifier que ce changement de protocole n'avait pas d'effet significatif sur la mesure de la population. La décision de généraliser ce protocole à partir de l'EAR 2021 a été prise.

**Test de reformulation des liens de parenté dans la feuille de logement** pour mieux prendre en compte les familles homoparentales. Le test a également été concluant et la Feuille de Logement sera modifiée à compter de 2021 (**CNERP 2**)

Par ailleurs, le **projet visant à substituer des fichiers issus de Fideli aux fichiers de la TH dans les chaînes du recensement (CNERP 6)** se poursuit.

**1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes**  
**Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant**

**1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés**

**Début des travaux sur le carroyage du recensement** dans les communes de plus de 10 000 habitants afin de répondre aux règlements européens sur le Census 2021 (**AVG 5, AVG 6, TRT 4, CNERP 5**)

**1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage**

**Élargissement du champ du RNIPP au territoire de Wallis et Futuna** en application du décret de 1982 modifié en 2006. En revanche, après de nombreux échanges la Nouvelle-Calédonie renonce à faire partie du RNIPP (courrier du Président). Le décret devrait être modifié en ce sens (**TRT 2**)

**Travaux préparatoires pour le développement d'une nouvelle fonctionnalité dans le Répertoire Electoral Unique (REU)** pour la gestion des procurations (consécutif à l'article 112 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique qui supprime la contrainte imposant, dans le cas d'une procuration, que le mandant et le mandataire soient inscrits dans la même commune).

A signaler également la diffusion d'un rapport de bilan IGF/IGA/IGAE sur la mise en place du REU très positif ([https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/3539086/Rapport\\_publicable\\_REU.pdf](https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/3539086/Rapport_publicable_REU.pdf))

**L'intégration des PACS** dans la chaîne de traitement BRPP et la mise en place du flux avec le Conseil Supérieur du Notariat pour récupérer les informations concernant les PACS conclus auprès des études sont en cours. De nouvelles statistiques sur les PACS devraient donc être produites à compter de 2021.

## 1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

Publication d'un **Insee Méthode sur le recensement intitulé « la qualité des estimations de population dans le recensement »** document très complet issu d'une collaboration entre départements de la DG et avec l'Ined (**CNERP 2**).

**Première diffusion au CASD d'une Enquête Annuelle de Recensement (EAR 2019)** avec des métadonnées associées (notamment type de répondant papier/internet). La diffusion sera dorénavant annuelle (**CNERP 5**).

**Création d'un site internet de diffusion des données sur les décès** avec des cartes, fichiers excel et commentaires actualisé toutes les semaines (**AVG 5, TRT 1**)

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Nombre de décès quotidiens	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4487854">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4487854</a>	<b>AVG 5 TRT 1</b>	
Une croissance démographique marquée dans les espaces peu denses	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4267787">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4267787</a>	<b>TRT 1</b>	

---

## **0. Éléments de contexte en 2020**

---

En raison de la crise sanitaire et des conditions de travail au cours du 1<sup>er</sup> confinement, certains travaux ont été retardés (notamment d'études) ont été retardés. A l'inverse, des travaux nouveaux ont vu le jour : mise en place de la diffusion de données sur les décès chaque semaine sur le site insee.fr et réalisations d'études et de billets sur le blog de l'Insee spécifiques sur la mortalité pendant la pandémie ; alimentation du site Eurostat sur les décès pour suivre l'épidémie de Covid-19.

---

## **1. Travaux en 2020**

---

### **1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières**

La collecte de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO2), menée en co-maîtrise d'ouvrage par l'Insee et l'Ined, a pu se poursuivre en 2020. Elle a concerné les échantillons de descendants d'immigrés et de « Domiens ». Malgré le contexte sanitaire et l'arrêt de la collecte durant le confinement, plus de 85 % de l'objectif de collecte a pu être atteint. La collecte de l'enquête expérimentale auprès d'un échantillon de petits-enfants d'immigrés (dits « de 3<sup>e</sup> génération ») d'origine non européenne se poursuit, quant à elle, début 2021.

La prochaine enquête Famille est prévue pour 2025. Il sera important que la majorité des coûts externes soit pris en charge par des financements extérieurs.

### **1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant**

L'exploitation des remontées des données de décès de l'état civil, pour la diffusion de données brutes sur Insee.fr, s'est faite exceptionnellement à un rythme hebdomadaire, pour aider au suivi des évolutions des décès avec la pandémie. L'exploitation de ces données a également permis la fourniture de séries de décès (facultatives) à Eurostat (séries de décès par semaine).

### **1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés**

Pour améliorer les questions sur les liens de parenté afin de rendre leur formulation plus adaptée à l'ensemble des familles, y compris les familles homoparentales pour lesquelles le questionnaire papier du recensement n'était pas satisfaisant (celui par internet s'adapte en revanche à tous les types de familles), un changement de formulation des liens « parent » du questionnaire de l'enquête annuelle de recensement (EAR) a été testé. Les conclusions du test ont conduit à valider le changement de formulation qui sera mis en œuvre à l'EAR 2022 (parents légaux au sens de l'état civil au lieu de père et mère). Cette évolution a été présentée à la Cnerp en octobre 2020.

Deux premières exploitations des enquêtes annuelles de recensement (EAR), dont la feuille logement a été refondue depuis 2018, ont été réalisées, afin de dresser un panorama des familles, permettant de différencier, pour la première fois dans le recensement, les familles recomposées des couples résidant uniquement avec des enfants des deux conjoints, et d'approfondir le sujet des beaux-parents.

### **1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage**

## 1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

Une diffusion des décès quotidiens chaque semaine sur insee.fr a été mise en place pour suivre l'épidémie de Covid-19 (<https://www.insee.fr/fr/information/4479280>). La première diffusion a eu lieu fin mars 2020. L'offre s'est étoffée au fil des semaines (figures et tableaux synthétiques, commentaires, comparaisons sur plusieurs années, fichier de données individuelles 2018, 2019, 2020 permettant des compléments d'exploitations par les internautes). Plusieurs études et billets de blog à partir de ces données, nationales et locales, ont été également publiés par l'Insee.

Des séries très longues (depuis milieu des années 1800, au lieu de 1901 jusque-là) ont été diffusées sur les mariages, les naissances, les décès et les indicateurs démographiques (Insee résultats disponibles sur insee.fr). Certaines séries avaient été complétées en 2019 et d'autres ont été ajoutées en 2020.

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Effets d'une variation des transferts socio-fiscaux sur le niveau de vie et les inégalités, Insee Analyses n° 50, janvier 2020.	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4293656">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4293656</a>	<b>AVG2</b>	
Estimation avancée du taux de pauvreté et des indicateurs d'inégalités – En 2019, les inégalités et le taux de pauvreté diminueraient, Insee Analyses n°60, novembre 2020	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4964147">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4964147</a>	<b>AVG2</b>	
Ines, le modèle qui simule l'impact des politiques sociales et fiscales, Courrier des statistiques n°4, juin 2020.	<a href="https://www.insee.fr/fr/information/4497070?sommaire=4497095">https://www.insee.fr/fr/information/4497070?sommaire=4497095</a>	<b>AVG8</b>	
Effet des réformes de 2018 de la fiscalité du capital des ménages sur les inégalités de niveau de vie en France : une évaluation par micro-simulation, Document de travail de la DSDS n° F2020/01, septembre 2020.	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4652339">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4652339</a>	<b>AVG2</b>	
France, portrait social 2020, décembre 2020 Vue d'ensemble sur l'impact de la crise	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4928952">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4928952</a>	<b>AVG2</b>	

<p>sanitaire lors du premier confinement</p> <p>6 Éclairages portant sur les enfants mineurs sous l'angle des inégalités :</p> <p>2 Dossiers :</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les inégalités sociales à l'épreuve de la crise sanitaire : un bilan du premier confinement (Insee UEDS, Depp, Drees, Ined)</li> <li>• Un enfant sur huit n'a aucun parent en emploi, plus d'un sur trois dans les familles monoparentales (Insee DERA)</li> <li>• Au lycée, les parcours scolaires s'améliorent mais les inégalités sociales et scolaires baissent peu (Depp)</li> <li>• Dans les pays de l'OCDE, les aspirations éducatives et professionnelles des jeunes de 15 ans sont très marquées par le milieu social (Insee, DESE)</li> <li>• Les inégalités sociales de santé apparaissent avant la naissance et se creusent durant l'enfance (Drees, Insee, Inserm)</li> <li>• Les pratiques sportives des collégiens sont très liées au rapport au sport de leurs parents et à leurs vacances d'été (Injep)</li> <li>• A trois ans et demi, les enfants d'origine modeste utilisent moins les dispositifs péri et surtout extrascolaires (Ined)</li> <li>• Quitter le domicile parental, un processus très lié au parcours scolaire et professionnel (Céreq)</li> <li>• Les réformes socio-fiscales de 2019 augmentent fortement le revenu disponible des ménages, surtout ceux pour ceux de niveau de vie intermédiaire et ceux en emploi (Insee UEDS et Drees)</li> </ul>	<p><b>AVG2</b></p> <p><b>AVG2</b></p> <p><b>AVG2</b></p> <p><b>AVG2, AVG6</b></p> <p><b>AVG2</b></p> <p><b>AVG2</b></p> <p><b>AVG2</b></p> <p><b>AVG2</b></p> <p><b>AVG2</b></p>	<p><b>DQS3</b></p> <p><b>DQS3</b></p> <p><b>DQS3</b></p> <p><b>DQS3</b></p> <p><b>DQS3</b></p> <p><b>DQS3</b></p> <p><b>DQS3</b></p> <p><b>DQS3</b></p>
<p>En 2018, 4 millions</p>	<p><a href="https://www.insee.fr/fr/information/">https://www.insee.fr/fr/information/</a></p>		<p><b>DQS3</b></p>

d'enfants mineurs vivent avec un seul de leurs parents au domicile, Insee première n°1788, janvier	4284754		
Des évolutions du niveau de vie contrastées au moment du départ à la retraite, Insee première n°1792, février 2020	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4308750.html">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4308750.html</a>	<b>AVG2</b>	
Une hausse des décès deux fois plus forte pour les personnes nées à l'étranger que pour celles nées en France en mars-avril 2020, Insee focus n°198, juillet	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4627049">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4627049</a>	<b>AVG2</b>	
En 2019, 800 000 beaux-parents habitent avec les enfants de leur conjoint, Insee première n°1806, juillet 2020	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4629186">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4629186</a>		<b>DQS3</b>
La mortalité stagne à l'âge adulte pour les générations nées entre 1941 et 1955, Insee première n°1824, novembre 2020	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4961641">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4961641</a>	<b>AVG2</b>	
Les femmes les plus modestes et les plus aisées ont le plus d'enfants, Insee première n°1826, novembre 2020	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4982628">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4982628</a>	<b>AVG2</b>	

---

## 0. Éléments de contexte en 2020

---

L'année 2020 a été bien évidemment marquée par la crise sanitaire qui a eu un impact sur le calendrier des travaux en cours. Si la généralisation du télétravail a permis d'amortir de manière relative le choc dans les équipes du département, l'effet des confinements du printemps et de l'automne s'est surtout fait sentir sur les différentes opérations de collecte engagées par le département.

Du côté de la division Revenus et Patrimoine des Ménages, la crise sanitaire a perturbé la collecte de l'enquête Statistiques sur les ressources et les conditions de vie, qui a dû basculer en cours de collecte sur une collecte par téléphone. En fin d'année, c'est la collecte d'Histoire de vie et Patrimoine qui a dû être essentiellement réalisée par téléphone et qui a été perturbée par le second confinement.

Du côté de la division Conditions de Vie des Ménages, la crise sanitaire a entraîné l'annulation de la collecte de l'enquête Cadre de vie et sécurité et de celle de l'enquête technologies de l'information et de la communication auprès des ménages. La division a par ailleurs adapté en urgence le questionnaire de l'enquête Conjoncture auprès des ménages mensuelle (Camme) pour mesurer l'effet sur les conditions de vie des ménages des deux confinements et de la crise.

Pour ce qui est de la division Logement, la crise sanitaire a entraîné un report du test Internet Logement prévu au printemps, avec une réalisation sur le dernier trimestre de l'année. Ce report a eu des conséquences sur les opérations de test du dispositif pour les deux prochaines années à venir, mais la date de collecte de l'ENL est maintenue. Par ailleurs, la collecte de Loyers et Charges a souffert d'une collecte entièrement par téléphone, en particulier par manque de données de contact pour les vagues entrantes du dispositif.

---

## 1. Travaux en 2020

---

### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

L'étude pour une réalisation d'une enquête Logement avec une collecte multimodale se poursuit, en liaison avec les équipes en charge des développements des nouveaux outils de collecte des enquêtes ménages. Le test Internet auprès de 40 000 ménages, initialement prévu au printemps, a été reporté à l'automne du fait de la crise sanitaire ; les résultats sont en cours d'analyse à la division Logement. La décision d'une programmation de cette enquête à cheval sur les années 2023-2024 a été actée. Ce projet renvoie à l'**avis de moyen terme DQS9**.

La première collecte du dispositif SRCV refondu s'est tenu en 2020 et s'est globalement bien déroulée malgré le contexte sanitaire. Le traitement des données collectées est toujours en cours.

Enfin, des travaux méthodologiques préparatoires en vue d'une réédition d'une enquête Sans domicile en 2025 et Emploi du temps en 2024 ont été menés. Ces reconductions répondent aux **avis DQS6** et **DQS10**.

### 1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

L'application Fideli est entrée en production en septembre 2019. Cette application s'appuie essentiellement sur les données fiscales (fichiers associés au recouvrement de la taxe d'habitation, de la taxe foncière et de l'impôt sur le revenu) pour produire de l'information sur les logements et leurs occupants. Les fichiers en sortie de l'application servent de base de sondage pour les enquêtes ménages, et permettent des études localisées sur les ménages et les logements. Les données pour les millésimes 2018 et 2019 ont été produits en 2020 ; la production du millésime 2020 aura lieu en 2021, L'application Fideli répond à l'**avis de moyen terme AG7** du Cnis.

Par ailleurs, une expertise des fichiers de Demandes de Valeurs Foncières (DVF) produits par la DGFIP se poursuit, dans le but d'intégrer cette information à la description des logements et de leur valeur, ainsi que permettre l'analyse au niveau local du marché immobilier (suivant la **recommandation T 5** du CNIS). Les travaux réalisés par la DESE sur l'appariement entre Fidéli et les DVF et présentés à la commission Territoire du 26 novembre 2020 sont en cours d'expertise et d'appropriation avec un objectif de mise en production.

Toujours dans la suite de cette recommandation, des contacts ont été pris avec des acteurs des petites annonces immobilières sur Internet afin d'envisager une expertise de leurs données ; une convention de transmission de données et de partenariat avec SeLoger est en cours de rédaction. Les premières expertises devraient avoir lieu en 2021,

### 1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

### 1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

### 1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Difficultés de logement ; les situations de logement appréciées selon les dimensions proposées par le Conseil national de l'information statistique	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4770825">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4770825</a>	<b>AVG 2</b>	<b>DQS 5</b>
70 % des personnes pauvres en 2016 le restent l'année suivante, une persistance en hausse depuis 2008	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4802040">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4802040</a>	<b>AVG 2</b>	<b>DQS 6</b>
En 2018, les inégalités de niveau de vie augmentent	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4659174">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4659174</a>	<b>AVG 2</b>	
Conditions de vie pendant le confinement : des écarts selon le niveau de vie et la catégorie socioprofessionnelle	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4513259">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4513259</a>	<b>AVG 2</b>	

## 0. Éléments de contexte en 2020

La crise sanitaire et les mesures de confinement en lien avec la Covid-19 ont fortement affecté la production de l'indice des prix à la consommation (IPC). D'une part, pour protéger ses enquêteurs mais également les consommateurs et les commerçants, l'Insee a suspendu les relevés de prix effectués par ses enquêteurs dans les points de vente physiques entre le 16 mars 2020 et le 15 juin 2020 puis de nouveau à partir du 30 octobre dans les territoires soumis à un confinement. Ces prix relevés par des enquêteurs dans les magasins ne sont qu'une source d'informations parmi d'autres pour construire l'IPC, mais ils représentent plus de quatre dixièmes de l'indice, en parts de la consommation.

D'autre part, l'indice des prix à la consommation vise à disposer d'une mesure moyenne des évolutions de prix de l'ensemble des produits consommés. Le panier de produits consommés est renouvelé tous les ans, mais il demeure fixe au cours d'une année ; les évolutions, habituellement lentes, de la structure de la consommation assurent que cette fixité du panier sur un an est relativement neutre sur la mesure de l'inflation. La crise sanitaire a bouleversé profondément et subitement la structure de la consommation des ménages, soit parce que la consommation a été limitée *de facto* par l'impossibilité de se déplacer des ménages (transport, tourisme), soit parce que les points de vente ont été fermés (lors des confinements notamment), soit parce que, face à cette crise, les ménages ont changé leurs habitudes de consommation (alimentation, par exemple).

En conformité avec les lignes directrices européennes partagées par les différents pays européens, l'Insee a mis en place de nouveaux modes de collecte (téléphone, internet, recours accru aux données de caisse) et des techniques d'imputation adaptées.

La mise en œuvre de ces différents travaux non programmés a conduit à revoir les priorités en cours d'année. La comparaison spatiale des prix a ainsi dû être reportée (voir plus loin). Les investissements sur certaines sources comme les données de caisse ont été accélérés.

## 1. Travaux en 2020

### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

#### Enquête de comparaison spatiale des prix en 2021

Cette enquête vise à comparer le niveau des prix à la consommation sur le territoire français et plus particulièrement entre les Dom d'une part et le terrain métropolitain d'autre part. Elle permet également une comparaison des prix entre l'agglomération parisienne et la province et la Corse et la province.

Elle s'inscrit dans les **avis de moyen terme de la Commission Territoires du Cnis T1 « Mettre à disposition des indicateurs locaux pour l'action publique dans les territoires »** et T2 **« Compléter l'information disponible sur l'Outre-mer »**. Elle est très fortement attendue par la DGOM, dans le contexte des débats sur la vie chère dans les Dom, et sert également comme élément de calcul des parités de pouvoir d'achat<sup>1</sup> ; à ce titre, elle répond indirectement à un règlement européen.

Cette opération statistique s'effectue en respectant les standards internationaux des parités de pouvoir d'achat et cherche tout à la fois à comparer un panier de produits consommés comparables d'un territoire à l'autre tout en étant représentatif de la consommation de chaque territoire. Pour ce faire, lorsque les produits sont suffisamment identiques et homogènes d'un territoire à l'autre, les relevés de prix effectués pour l'indice des prix à la consommation sont utilisés. Quand ce n'est pas le cas, une enquête spécifique est mise en place.

L'utilisation des données de caisses pour le calcul de l'IPC en France métropolitaine permet d'envisager de produire, sur le champ des produits de grande consommation vendus dans la grande

<sup>1</sup>En France, les prix qui servent à calculer les PPA ne sont collectés qu'en Île-de-France ; l'enquête de comparaison spatiale de prix permet de mesurer les coefficients qui servent à extrapoler ces résultats en agglomération parisienne à l'ensemble du territoire.

distribution, des comparaisons de prix plus fines (notamment entre grandes régions), ce qui permet d'inscrire cette opération statistique dans le moyen terme du Cnis, **AG 4. « Tirer profit des sources de données produites par le développement du numérique ».**

Des premiers travaux ont été réalisés pour définir les échantillons de produits à suivre dans le cadre de cette enquête ; par ailleurs des travaux méthodologiques ont permis de montrer que les données de caisses métropolitaines pouvaient être mobilisées pour être comparées aux prix Domiens.

La réalisation de l'enquête, prévue initialement en 2021, a été repoussée au deuxième trimestre 2022, du fait de la crise sanitaire.

## 1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

### Utilisation des données de caisses pour l'Indice des prix à la consommation (AG4)

Depuis la publication de l'IPC de janvier 2020, les données de caisses de la grande distribution sont utilisées pour le calcul de l'indice sur le champ des produits alimentaires industriels et des produits d'entretien et d'hygiène beauté en France métropolitaine. Près de 80 millions de produits sont suivis chaque mois sur ce champ contre 30 000 environ auparavant par des enquêteurs de l'Insee. Le recours aux données de caisses a été précédé d'une phase expérimentale longue afin de s'assurer de l'obtention effective et sécurisée des données, de l'architecture informatique nécessaire pour traiter un tel volume de données et de la méthodologie pour exploiter ces données tout en restant à concept de l'IPC constant. En particulier, un double calcul a été réalisé tout au long de l'année 2019 afin de mesurer précisément l'impact du recours aux données de caisses et de s'assurer de la robustesse du processus de production

Le recours aux données de caisses a permis, en partie, de pallier la suspension de la collecte de prix dans les points de vente physiques par les enquêteurs de l'Insee pendant les confinements de 2020.

### 1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

### 1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

### 1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
L'économie numérique fausse-t-elle le partage volume-prix ?	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4770134?sommaire=4770254">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4770134?sommaire=4770254</a>	<b>AVG 3. Observer et analyser les mutations économiques et sociales dues à la transformation numérique</b>	

## 0. Éléments de contexte en 2020

La situation sanitaire qui a résulté de la pandémie de Covid19 a affecté la production statistique de l'Inserm. La collecte annuelle de la cohorte Constances a dû être décalée à cause de difficultés de distribution du courrier postal et en raison de la mise en place d'une nouvelle enquête pour suivre la situation sanitaire.

## 1. Travaux en 2020

### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

L'enquête Sapis a été mise en œuvre pour suivre la situation sanitaire lors de l'épidémie de coronavirus. Cette enquête a pour objectif d'estimer l'incidence cumulée de l'infection en population générale, et de caractériser la fraction immunisée de la population. Elle estime également l'impact individuel et collectif des mesures de confinement et autres mesures barrières sur le risque de séroconversion. Sapis estime la fraction des infections infra-cliniques ou non capturées par le système de soin, et vise à mieux comprendre la diffusion de l'épidémie en population.

Elle permet le développement de recherches sur les facteurs de l'hôte associé à la susceptibilité ou la sévérité de l'infection par le Covid-19, en s'appuyant sur la bio-banque pré-épidémique existante de la cohorte.

Enfin, à plus long terme, elle permettra la détermination de corrélats immunologiques de protection et le suivi de l'immunité acquise dans le temps.

### 1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

### 1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

### 1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

### 1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf. annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Seroprevalence of SARS-CoV-2 among adults in three regions of France following the lockdown and associated risk factors: a multicohort study.	<a href="https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2020.09.16.20195693v1">https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2020.09.16.20195693v1</a>		
Loneliness, worries,	The Lancet Regional Health –		

anxiety, and precautionary behaviours in response to the COVID-19 pandemic: a longitudinal analysis of 200,000 Western and Northern Europeans.	Europe 2020. doi: <a href="https://doi.org/10.1016/j.lanepe.2020.100020">https://doi.org/10.1016/j.lanepe.2020.100020</a> .		
Incidence and Risk Factors of Illnesses Presumably Caused by A SARS-CoV-2 Infection in The General Population During The Lockdown Period: A Multi-Cohort Study	medRxiv 2020. doi: 10.21203/rs.3.rs-90873/v1.		
When lockdown policies amplify social inequalities in COVID-19 infections. Evidence from a cross-sectional population-based survey in France.	medRxiv 2020.10.07.20208595; doi: <a href="https://doi.org/10.1101/2020.10.07.20208595">https://doi.org/10.1101/2020.10.07.20208595</a> .		
Ready for a BASE jump? Do not neglect SARS-CoV-2 hospitalization the middle-aged adult population.	medRxiv 2020.11.06.20227025; doi: <a href="https://doi.org/10.1101/2020.11.06.20227025">https://doi.org/10.1101/2020.11.06.20227025</a> .		

## 1. Travaux statistiques de l'Irdes en 2020

### Enquête santé européenne (EHIS) 2019

L'enquête European Health Interview Survey (EHIS) est une enquête régie par le règlement européen n°1338/2018 voté par la Commission européenne le 19 février 2018. C'est une enquête par interview généraliste sur les questions de santé de la population vivant en ménage ordinaire. La troisième édition, en 2019, dénommée pour la France enquête santé européenne, est portée par la Drees. Le Gip-Irdes est en charge de la réalisation du terrain de l'enquête. Pour la France, bien que cela ne soit pas imposé par le règlement européen, l'enquête est élargie aux DROM pour pallier au manque d'information statistique sur la santé de ces populations. L'objectif est d'obtenir au moins 12 000 répondants pour l'enquête en métropole et 2 000 dans chaque DROM pour être en mesure d'établir des statistiques dans chacun de ces départements. Le volet métropole est réalisé par la société Kantar Public choisie sur appel d'offres et le volet DROM par l'Insee. L'enquête santé européenne aborde l'état de santé, les habitudes de vie et les facteurs de risque, l'accès aux soins et le soutien social. Elle recueille également un bloc d'informations sociodémographiques standardisé dans les enquêtes européennes. Pour la France, nous recueillons en plus un module sur la complémentaire santé, les conditions de logement, la littératie en santé. Le volet métropole concerne des individus échantillonnés dans les fichiers de la DGFIP. Il sera administré par téléphone ou à défaut en face à face. Le volet DROM concerne des logements échantillonnés dans les fichiers de la DGFIP (sauf à Mayotte où l'échantillon sera constitué dans la base cartographique) dans lesquels deux personnes seront sélectionnées (une dans les ménages d'une seule personne) pour participer à l'enquête. Il est administré par enquêteur en face-à-face. L'enquête santé européenne sera appariée avec les données du SNDS. Les données géographiques présentes dans les fichiers de la DGFIP permettront un enrichissement a posteriori avec des données de contexte.

En ce qui concerne l'Irdes, l'année 2020 a été consacrée à la fin du terrain en métropole qui, avec l'aval d'Eurostat, a été prolongé sur janvier 2020, à la validation et à l'apurement des données transmises par la société d'enquête Kantar Public en charge du terrain de l'enquête en métropole.

La prolongation du terrain sur janvier 2021 et la crise sanitaire ont provoqué des retards dans la livraison des données définitives et dans les travaux d'apurement des données. Les mises à disposition initialement prévues en septembre pour Eurostat en fin d'année pour la France ont été reportées.

Le travail d'apurement des données sera finalisé à la fin de l'année 2020. Le calendrier des co-publications DREES-IRDES des premiers résultats de l'enquête initialement prévu fin 2020 a été reporté au premier semestre 2021.

### Enquête Coclico (Coronavirus containment policies and impact on the population's mental health)

Dans le cadre de la mise en place de politiques de confinement pour lutter contre l'épidémie de Covid - 19, l'Irdes est le partenaire français d'une enquête internationale visant à évaluer l'impact de ces politiques sur la santé mentale ainsi que les facteurs associés (conditions de vulnérabilité au virus, situation socio-économique, conditions matérielles du confinement, etc.). Dans ce cadre, une première enquête en ligne a été menée en trois vagues auprès d'un échantillon représentatif de la population générale en sollicitant les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête santé européenne EHIS 2019. La première et la troisième vague sont centrées sur la santé mentale, tandis que la deuxième vague aborde également des questions en lien avec l'évolution de la situation socio-économique des foyers et le recours et l'accès aux soins. En parallèle, l'enquête Coclico est également diffusée en ligne auprès de personnes vivant avec une pathologie chronique ou un handicap afin de mieux documenter les problématiques propres à ces populations spécifiques, susceptibles de présenter des facteurs de vulnérabilité additionnels.

Avec l'accord de la Drees, pour l'enquête Coclico en population générale, nous avons sollicité les individus de l'enquête santé européenne qui venait juste de s'achever en demandant un consentement

explicite pour la participation à l'enquête Coclico et pour le rapprochement des données de l'enquête Coclico avec celles de l'enquête santé européenne.

En 2021, le rapprochement des données de l'enquête Coclico avec celles de l'enquête santé européenne EHIS 2019 permettra de poursuivre l'exploitation de l'enquête en étudiant le recours aux soins et l'évolution longitudinale de la détresse psychologique qui a été mesurée dans l'enquête Coclico et dans l'enquête EHIS avec quelques indicateurs communs, le PHQ-8 et l'échelle Cantril.

L'année 2020 a été consacrée à la mise en place de l'enquête, sa réalisation et l'apurement des données.

Le projet Coclico a donné lieu à une première publication Irdes en juin 2020 :

« Les inégalités face au risque de détresse psychologique pendant le confinement.

Premiers résultats de l'enquête Coclico du 3 au 14 avril 2020 »

Coralie Gandré (Irdes), Magali Coldefy (Irdes), en collaboration avec Thierry Rochereau (Irdes)

Questions d'économie de la santé n° 249 - Juin 2020.

<https://www.irdes.fr/recherche/2020/qes-249-les-inegalites-face-au-risque-de-detresse-psychologique-pendant-le-confinement-premiers-resultats-enquete-coclico.html>

## Enquête Phedre

---

L'enquête Phedre (Prestation de compensation du Handicap : Exécution dans la durée et Reste à charge) a pour objectif d'évaluer la prestation de compensation du handicap (PCH) en déterminant le nombre de plans de compensation réellement mis en place par les bénéficiaires et estimer le reste à charge pour les bénéficiaires. Cette enquête est une co-maîtrise d'ouvrage Drees - Gip-Irdes, avec un financement de la CNSA. Vingt-cinq MDPH ont été sélectionnées dans lesquelles un peu plus de 9 000 personnes ont été tirées au sort avec pour objectif la réalisation de 4 500 entretiens en face-à-face. L'enquête mobilise trois sources de données : les informations présentes dans les Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH), celles issues des conseils départementaux (CD) et auprès des bénéficiaires eux-mêmes.

- Les données de paiement au titre de la PCH ont été récupérées dans les conseils départementaux (extractions des paiements entre 2012 et 2016).

- Les bénéficiaires interrogés en face-à-face sont questionnés sur :

1. Les difficultés rencontrées ou non lors de la mise en place du plan
2. Les raisons de l'abandon (même partiel) de celui-ci
3. Les informations nécessaires au calcul du reste à charge (prise en charge complémentaire santé, caisse de retraite, anah...)
4. La situation fonctionnelle, restriction d'activité...
5. Le recours à l'aide humaine y compris celle qui n'est pas financée au titre de la PCH aide-ménagère, aide à la parentalité
6. L'organisation de l'aide humaine au quotidien, incluant le sanitaire et paramédical
7. L'usage de l'ensemble des aides techniques et des aménagements du logement

- Les données MDPH compléteront celles du face-à-face en fournissant des informations administratives (critère d'éligibilité à la PCH, montants des devis de la PCH, autres accords de la MDPH, financement du fonds de compensation...) sur les bénéficiaires de la PCH.

L'année 2020 qui, initialement, devait être consacrée à la réalisation du terrain de l'enquête (interrogation des personnes complétée par la récupération de données administratives dans les MDPH) a été totalement perturbée par la crise sanitaire. Le terrain en face-à-face auprès des personnes lancé début mars a été interrompu au bout d'une semaine, alors que 96 entretiens avaient été réalisés. Il a pu reprendre mi-septembre pour être de nouveau interrompu fin octobre alors que nous avons atteint un rythme de croisière satisfaisant et que nous en étions à 1 495 entretiens réalisés. Nous reprendrons le terrain auprès des personnes quand les conditions sanitaires le permettront, au mieux en janvier 2021.

## Enquête Protection Sociale Complémentaire d'Entreprise (PSCE) 2017

---

En 2017, le Gip-Irdes a conduit pour la troisième fois l'enquête sur la Protection Sociale Complémentaire d'Entreprise.

L'enquête Protection sociale complémentaire d'entreprise (PSCE) 2017 est une enquête couplée établissements - salariés, coréalisée par la DREES et le Gip-Irdes, sous le pilotage de la DREES. Réalisée après la Généralisation de la complémentaire santé collective prévue par l'article 1 de la Loi de sécurisation de l'emploi, elle comprend trois objectifs :

Décrire le nouveau paysage de la couverture complémentaire santé collective après la mise en œuvre de la loi de sécurisation de l'emploi ;  
Evaluer les changements que la loi de sécurisation de l'emploi va générer pour les salariés ;  
Pouvoir répondre à des questions de recherche sur la thématique de la complémentaire santé à l'aide d'appariements avec les données de salaires (DADS-Insee) et les données de consommations de soins (SNIIR-AM-CNAM).

L'enquête s'adresse à tous les établissements employeurs de droit privé, y compris ceux des départements d'outre-mer, et à l'ensemble des salariés des établissements employant plus d'une personne, ainsi qu'aux anciens salariés partis depuis moins d'un an.

Le volet « établissements » permet de recueillir les caractéristiques des couvertures santé offertes par les employeurs aux salariés. Sont ainsi collectés des informations sur les niveaux de garanties, sur le coût total par salarié de la couverture santé, sur la part prise en charge par l'employeur. L'enquête recueille également des informations sur la prévoyance santé et la couverture du délai de carence de trois jours laissé par l'Assurance maladie. 6 122 établissements ont fourni des réponses exploitables (taux de réponse de 61 %).

Le questionnaire salarié permet de recueillir les caractéristiques socio-économiques et d'état de santé des salariés ainsi que des données sur leurs choix par rapport à la complémentaire d'entreprise : dispense d'adhésion, souscriptions d'options ou de sur-complémentaire, couverture avant la généralisation et évolution suite à la généralisation. Parmi les salariés travaillant ou ayant travaillé dans les établissements répondants, 7 533 ont fourni des réponses exploitables (soit un taux de réponse de 52 %) et 1 300 au sein des établissements non-répondants. Ces derniers ont été mobilisés exclusivement pour le redressement du volet établissement.

L'enquête PSCE 2017 est enrichie aux niveaux établissements et salariés par des données issues des Déclarations annuelles de données sociales (DADS) 2015, 2016 et 2017 : PCS, contrat de travail, condition d'emploi, salaires bruts et nets, nombre de jours et d'heures rémunérés pour les salariés et distributions de ces caractéristiques au sein des établissements et de leur entreprise pour les établissements. L'enquête va être également enrichie au niveau « salariés » par des données de consommations de soins issues du Système national des données de santé. Comme pour les données DADS, cet enrichissement effectué pour les 570 000 salariés qui travaillaient au 31/12 : 2015 dans les établissements échantillonnés.

L'année 2020 a été consacrée à la finalisation de l'appariement par les données DADS et de la mise en forme des bases de données en vue de leur exploitation et de leur diffusion.

Pour l'heure, l'enquête a fait l'objet d'un rapport fin 2019, d'une publication commune DREES-IRDES (Question d'économie de la santé – Etude et résultats), d'une publication IRDES (Question d'économie de la santé) et d'une exploitation dans le cadre du Panorama de la DREES sur la complémentaire santé.

L'enquête Protection sociale complémentaire d'entreprise 2017

Perronnin M. (Irdes)

Rapport Irdes n°572, 2019/11

<https://www.irdes.fr/recherche/rapports/572-l-enquete-protection-sociale-complementaire-d-entreprise-2017.pdf>

96 % des salariés ont accès à une assurance complémentaire santé d'entreprise en 2017

Lapinte A. (Drees), Perronnin M. (Irdes)

Questions d'économie de la santé n° 236 - Juillet-août 2018

<https://www.irdes.fr/recherche/2018/qes-236-96-pourcent-des-salaries-ont-acces-a-une-assurance-complementaire-sante-d-entreprise-en-2017.html>

La complémentaire santé : acteurs, bénéficiaires, garanties - édition 2019

Panoramas de la Drees – Edition 2019

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/la-complementaire-sante-acteurs-beneficiaires-garanties-edition-2019>

[Amprunte « Quel rôle joué par l'assurance maladie privée dans la constitution des inégalités territoriales d'accès aux soins ? »](#)

---

Le projet Amprunte consiste à investiguer la façon dont les inégalités sociales se cumulent aux inégalités territoriales dans l'accès aux soins en se focalisant sur le rôle joué par la couverture complémentaire santé dans la constitution de ces inégalités. Il étudie le lien entre la couverture par une complémentaire santé et l'accès territorial aux soins afin de répondre aux questions suivantes : La couverture par une complémentaire santé permet-elle d'améliorer l'accès territorial aux soins ?

Contribue-t-elle, au contraire, à travers les inégalités sociales qui lui sont liées, à augmenter les inégalités territoriales d'accès aux soins ?

La réalisation de ce projet reposera sur les données de l'enquête Protection Sociale Complémentaire d'entreprise (PSCE) de 2017 appariées avec les données de consommations de soins du SNIIRAM et complétées de données administratives qui permettront de connaître les caractéristiques de l'offre territoriale de soins du lieu de résidence des salariés mais aussi de leur lieu de travail.

**L'année 2020 a été consacrée à l'obtention des avis et autorisations nécessaires pour réaliser le projet.**

**LEDa-LEGOS – LABORATOIRE D'ÉCONOMIE ET DE GESTION DES  
ORGANISATIONS DE SANTÉ.  
UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE**

---

## **0. Éléments de contexte en 2020**

---

**SHARE (Survey on Health, Ageing and Retirement in Europe) est une enquête longitudinale sur la santé, le vieillissement et la retraite en Europe, portant sur les personnes de 50 ans et plus, conduite tous les 2 ans dans 27 pays Européens.**

**La 8<sup>e</sup> vague de l'enquête, débuté en octobre 2019, s'est conclue en mars 2020**

Depuis son lancement en 2004, 8 vagues d'enquête ont été conduites. La 9<sup>e</sup> vague devrait se tenir entre l'automne 2021 et le printemps 2022. Au final, le projet SHARE est supposé compter *a minima* 10 vagues et se prolonger jusqu'en 2024-2025 ; toutefois, un renouvellement de SHARE sous une forme modernisée au-delà de 2024 est actuellement à l'étude. Une enquête supplémentaire spécifique à l'épidémie de Covid-19 utilisant le panel de répondants de l'enquête SHARE a été effectué en juin et juillet 2020.

Depuis 2012, le laboratoire LEDa-LEGOS de l'université Paris-Dauphine accueille une équipe en charge de la production, de l'utilisation scientifique et de la valorisation du volet français de l'enquête SHARE.

**Les apports du projet SHARE peuvent être rattachés aux avis de moyen terme suivants du CNIS :**

- **Avis général n°6 « Poursuivre les investissements dans les comparaisons internationales »** dans la mesure où l'enquête Européenne SHARE se prête par nature aux comparaisons internationales.
- **Avis thématiques principaux :**
  - **Avis n° 2 de la Commission Démographie et questions Sociales (« Suivre le vieillissement de la population ») ;**
  - **Avis n° 3 de la Commission Emploi, qualification et revenus du travail (« Approfondir les liens entre parcours professionnel et santé ») ;**
  - **Avis n° 1 de la Commission Services publics et services aux publics (« Observer les parcours des personnes âgées »).**
- **Avis thématiques secondaires :**
  - **Avis n° 5 de la Commission Démographie et questions sociales (« Développer la mesure de la précarité résidentielle ») ;**
  - **Avis n° 2 de la Commission Services publics et services aux publics (« Mesurer le non-recours aux droits sociaux ») ;**
  - **Avis n° 3 de la Commission Services publics et services aux publics (« Veiller à la continuité du SI statistique sur les retraites »).**

⇒ *Stricto sensu, l'enquête SHARE ne se conforme à aucune des catégories proposées dans le plan type, puisqu'il s'agit d'une enquête répétée à l'identique tous les 2 ans. Aussi, les informations sur les travaux liés à l'enquête SHARE pour 2020 sont reportés dans la catégorie « 1.1. » faute de mieux.*

## 1. Travaux en 2020

---

### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

**L'année 2020 a été principalement consacrée, pour ses aspects de production, à la collecte principale des données de la vague 8 de l'enquête SHARE ainsi qu'à la réalisation d'une enquête spécifique liée au contexte de la pandémie (enquête SHARE-Covid).**

Le terrain principal de la vague 8 a débuté en novembre 2019 et s'est poursuivi jusqu'en mars 2020, date à laquelle les mesures de confinement liées à l'épidémie de Covid-19 ont rendu la collecte des données impossible à poursuivre dans les différents pays d'Europe et notamment en France.

L'échantillon de répondants SHARE a été en partie renouvelé, avec l'intégration d'un échantillon de rafraîchissement comprenant les personnes ayant atteint l'âge de 50 ans depuis le dernier rafraîchissement (nées entre 1965 et 1969). Cet échantillon se composait de 3.500 ménages échantillonnés en France entière par la Division Sondages de l'Insee, structuré en 3 sous-échantillons : 1 échantillon principal de 2.500 ménages et 2 échantillons de réserve d'environ 500 ménages chacun. L'exploitation de l'échantillon de rafraîchissement principal n'a pas pu être conduite jusqu'à son terme en raison de l'arrêt brutal du terrain en mars : seule la moitié des ménages a pu être contactée. Par ailleurs, les deux sous-échantillons de réserve n'ont pas été déclenchés.

Dans l'ensemble des pays, un total de 56.000 entretiens individuels a pu être réalisé. En France, le nombre d'entretiens individuels réalisés s'élève à 3.116, dont 2.592 sur l'échantillon longitudinal et 524 sur l'échantillon de rafraîchissement. Ce nombre inclut 130 entretiens « fin-de-vie » soumis à des proches d'individus panel décédés depuis les vagues 6 et 7.

#### Préparation et mise en œuvre de l'enquête SHARE-Covid

En réponse à la survenue de la pandémie de Covid-19 et des périodes de confinement associées dans de nombreux pays d'Europe, et afin de mettre en place une collecte de données innovante de manière réactive, les équipes du *management board* et les responsables scientifiques des différentes thématiques SHARE ont développé en quelques semaines le cadre méthodologique d'une enquête ad hoc (appelée SHARE-Covid), et construit le questionnaire associé.

Ce questionnaire ayant vocation à être administré par téléphone et ne devant pas excéder 20-25 minutes (cf. détails ci-après) couvre les aspects suivants :

- Santé : physique, mentale, limitations d'activité ;
- Expérience de la Covid : symptômes, tests, hospitalisations, décès... du répondant ou de ses proches ;
- Recours aux soins : fréquence, satisfaction, renoncement aux soins, report ou refus de soins de la part des professionnels de santé ;
- Emploi : expérience du chômage, volume hebdomadaire de travail, sécurité du lieu de travail vis-à-vis de la Covid, recours au télétravail ;
- Situation économique : revenu mensuel du ménage, difficultés ressenties, aides financières reçues ou apportées ;
- Relations sociales : fréquence, modalités et nature des contacts ;
- Aide et soins à domicile : fréquence, difficultés d'accès, sécurité vis-à-vis de la Covid...

Afin de permettre d'évaluer la cohérence de certaines réponses d'une part et l'évolution des états et pratiques d'autre part, des questions identiques à celles du questionnaire principal de SHARE ont été introduites, permettant une comparaison avec les réponses apportées lors du terrain principal

quelques mois plus tôt : santé perçue, revenu moyen, troubles du sommeil, recours à l'aide et aux soins à domicile...

L'enquête SHARE-Covid a été conduite auprès de l'intégralité de l'échantillon longitudinal SHARE, que les ménages aient participé ou non à la vague 8 quelques mois auparavant. En revanche, les ménages sélectionnés dans l'échantillon de rafraîchissement n'ont pas été contactés pour cette phase d'enquête téléphonique ad hoc. Elle s'est tenue en juin-juillet 2020 et, contrairement aux usages SHARE, a été menée par téléphone, en raison de l'impossibilité d'une enquête en face-à-face induite par les mesures de distanciation sociale et de confinement. Une phase de test préalable a pu être menée pendant 3 jours au cours du mois de mai 2020, avec un niveau d'exigence méthodologique hétérogène selon les pays : elle a néanmoins permis quelques adaptations de dernière minute dans la structure du questionnaire et le protocole de contact avec les ménages enquêtés.

La collecte téléphonique conduite en juin-juillet 2020 auprès de l'intégralité de l'échantillon longitudinal de SHARE a permis de réaliser environ 53.000 entretiens individuels (2.200 en France), soit un taux de réponse global du panel supérieur à 70%.

En parallèle, l'année 2020 a été consacrée aux travaux préparatoires liées aux prochaines échéances de production prévues en 2021 :

- La vague 9 de l'enquête SHARE classique, qui doit débiter en novembre 2021 selon un mode de collecte conventionnel en face-à-face si la situation sanitaire le permet, et qui sera précédée de phases de test au début du printemps 2021
- Une étude de faisabilité et des travaux préparatoires relatifs à un protocole d'enquête additionnel de mesure de la cognition qui doit être adjoint à l'enquête SHARE classique. Cet outil HCAP (*Harmonized Cognition Assessment Protocol*) qui nécessite un protocole de collecte spécifique auprès des répondants et de leurs proches est envisagé auprès d'un sous-échantillon de répondants dans 5 pays volontaires dont la France.
- La 2<sup>e</sup> version de l'enquête SHARE-Covid qui sera renouvelée au printemps 2021 auprès des répondants à la 1<sup>e</sup> version de l'enquête, afin d'évaluer à distance les effets de la pandémie, en particulier de la 2<sup>e</sup> vague et de la possible 3<sup>e</sup> vague.

## **1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes**

### **Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant**

Non concerné.

### **1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou renouvelés**

**En 2020, en partenariat avec d'autres équipes pays SHARE, l'équipe SHARE-France a remporté un appel à projet Européen dans le cadre du programme H2020 (Grant agreement n°101015924, <https://cordis.europa.eu/project/id/101015924>).**

L'équipe SHARE-France participera activement aux travaux des *work-packages* n°2 et n°8 de ce projet intitulé « SHARE-Covid-19 » d'une durée totale de 3 ans (novembre 2020 - octobre 2023).

Le *work package* n°2 se rapporte à l'impact de l'épidémie de Covid-19 sur le recours aux soins. Plus particulièrement, les travaux de recherche initiés par l'équipe SHARE-France cherchent à évaluer la quantité et la qualité de soins fournis avant, pendant et après la pandémie de Covid-19, en analysant notamment les différentes barrières d'accès aux soins chez les personnes les plus vulnérables d'un

point de vue économique et sanitaire : report d'un soin de la part d'un professionnel de santé, impossibilité d'obtenir un rendez-vous médical ou renoncement à des soins par peur de la contamination. En Europe, une personne sur trois a été confrontée à une barrière d'accès aux soins de ce type au cours du printemps 2020 d'après les résultats préliminaires de l'enquête.

Le *work package* n°8 s'intéresse aux conséquences sur la santé des mesures de confinement selon les conditions de logement et les modes de vie – corésidence intergénérationnelle, maison de retraite, localisation, densité, travail à distance –, avec comme objectif final de formuler des recommandations sur la manière dont ces conditions de vie doivent être prises en compte pour minimiser les effets néfastes des mesures de lutte contre les épidémies

#### **L'année 2020 a vu l'initiation ou le développement des axes de recherche suivants conduits par l'équipe SHARE-Dauphine.**

- L'axe de recherche relatif à l'impact de la pandémie sur l'accès aux soins se traduit par des travaux sur les effets des vulnérabilités médicales et économiques préalables sur la dégradation de l'état de santé et l'aggravation des difficultés d'accès aux soins consécutifs à la pandémie. Ils sont menés conjointement par Louis Arnault, Florence Jusot et Thomas Renaud.
- Des travaux sur l'impact comparé des différentes modalités de logement et configurations de cohabitation sur la santé à court-terme durant cette période marquée par des restrictions de déplacement sont conduits par Anne Laferrère et Eric Bonsang.
- Des thématiques de recherche émergent en lien avec le déploiement du protocole HCAP prévu pour la 9<sup>e</sup> vague de SHARE. En particulier, les volumes et modalités de soins, d'aide formelle et informelle reçus par les personnes qui seront identifiées comme étant en situation d'altération cognitive seront au centre de travaux menés en collaboration avec des chercheurs des spécialités en gérontologie et cognition (Département d'Etudes Cognitives, Inserm-ENS).
- Enfin, les travaux sur le lien entre handicap et trajectoire professionnelle chez les 50+ ans se poursuit via la collaboration de Florence Jusot et Thomas Renaud avec Justine Bondoux (UPEC-Erudite) et Thomas Barnay (UPEC-Erudite).

#### **1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage**

Non concerné.

#### **1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion**

**L'année 2020 a été marquée par la consolidation des actions de diffusion et de valorisation, menées notamment en partenariat avec la TGIR PROGEDO, afin d'accroître la visibilité et l'utilisation de l'enquête SHARE.**

Cette année 2020 témoigne également de l'implantation croissante de l'équipe SHARE-France au sein à la fois de l'offre pédagogique universitaire et des réseaux de producteurs de la statistique publique.

- Mise à jour régulière du site internet dédié à l'enquête hébergé par l'université Paris-Dauphine à partir de données de terrain et de résultats d'études (<https://share.dauphine.fr>)
- Organisation de conférences :
  1. Workshop SHARE-France sur le thème « Recours aux soins et à la prévention pendant la pandémie de Covid-19 : panorama des travaux et enquêtes ad-hoc » (2 octobre 2020)

2. Partenariat avec les 42<sup>e</sup> Journées des Économistes de la Santé Français (2-5 décembre 2020)
  3. Co-animation de la journée utilisateurs « Partage autour de SHARE : De l'enquête européenne aux données de santé » organisée par la PUD de Toulouse (23 novembre 2020)
- Présentation de travaux par les membres de l'équipe en séminaire/conférences :
    1. Florence Jusot, « Appréhender l'effet des parcours de vie en quantitatif : Enquêter le rétrospectif dans SHARE » (Ecole d'automne GIS ILVV – 1<sup>er</sup> décembre 2020)
    2. Florence Jusot, "Health Insurance and Social Welfare: To what extent the ex-ante and the ex post normative approaches differ". (Université de la Réunion – 22 octobre 2020)
    3. Florence Jusot, « Inégalités de santé et d'accès aux soins durant la crise de la Covid19 : les résultats des enquêtes SHARE et SAPRIS ». (Université de la Réunion – 29 octobre 2020)
    4. Thomas Renaud, "Cumulative effects of economic and health-related vulnerabilities on health inequality in times of Covid-19 pandemic among the 50+ in Europe", co-écrit avec Louis Arnault et Florence Jusot (42e JESF – 3 décembre 2020)
    5. Anne Laferrère, "Residential choices after age 65 in Europe: Ageing in the community or ageing in a « communauté »?", coécrit avec Louis Arnault (British Society for Population Studies Conference – 16 septembre 2020)
    6. Anne Laferrère, "Where to live in an epidemic? Living arrangements and the virus, exploration from the 1st wave of the SHARE-Covid-19 telephone survey", coécrit avec Pedro Mira (CEMFI, Madrid) (SHARE-Covid-19 Kick-Off Meeting – 10 novembre 2020)
    7. Anne Laferrère, « Les choix résidentiels après 65 ans en Europe : vieillir sur place dans sa communauté ou dans une communauté ? », coécrit avec Louis Arnault (Future Days. Inventer les villes de demain – 3 décembre 2020)
  - Participation des membres de l'équipe SHARE à des manifestations scientifiques axées sur les données longitudinales et la gestion des méta-données :
    1. Présentation de l'enquête et des travaux de recherche associés à l'invitation des Plateformes Universitaires de Données (PUD) lors de leurs manifestations « Semaine Data SHS » : PUD-MSH Nanterre (7 décembre 2020), PUD Paris Grands Moulins – CDSP Sciences Po (9 décembre), PUD de Rennes – MSH Bretagne (11 décembre).
  - Activités pédagogiques et de transferts de connaissance :
    1. Thomas Renaud, conférence invitée dans le cadre de l'enseignement « Méthodes quantitatives en Sciences sociales », ENS Cachan (5 novembre 2020)
    2. Thomas Renaud, conférence invitée dans le cadre de l'enseignement « Comparaisons internationales : utiliser les grandes enquêtes », Sciences Po, 2<sup>e</sup> année (9 novembre 2020)
    3. Thomas Renaud, séance consacrée à SHARE dans le cadre de l'enseignement « Ingénierie des données de santé », Université Paris-Est Créteil, Master 2 (octobre 2020)
    4. Encadrement de thèses mobilisant les données SHARE (Adèle Lemoine et Éléonore Rouault, Paris-Dauphine)
    5. Accueil d'internes de santé publique et d'étudiants de Master 2 pour des stages de recherche (Raphaël Veil, Pierre-Alexandre Squara)
  - Participation à des réseaux de chercheurs et de producteurs de données en France :
    1. Participation au GIS ILVV

2. Participation au « Groupe des producteurs de données statistiques sur le handicap » à l'invitation de la Drees (4 décembre 2020)

## **2. Principales publications de l'année 2020**

---

Aucune publication dans des revues scientifiques en lien avec les données SHARE n'a été réalisée par les membres de l'équipe en 2020.

**Plusieurs manuscrits sont toutefois en cours d'édition ou de soumission (Gérontologie et Société, European Journal of Ageing).**

# MEDES – MISSION ENQUÊTES, DONNÉES ET ÉTUDES STATISTIQUES - INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

---

## 0. Éléments de contexte en 2020

---

La MEDES est rattachée à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), service à compétence nationale auprès du directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA). Cette direction, placée sous l'autorité du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des sports depuis mai 2017, sera rattachée à son secrétariat général au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Au sein de l'INJEP, la MEDES constitue le service statistique ministériel du ministère en charge de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Ses travaux s'articulent principalement autour des accueils collectifs de mineurs, du service civique, de la mobilité internationale des jeunes, de la vie associative, des pratiques sportives et licenciées, de l'économie du sport, des métiers et emplois liés aux sports et à l'animation, ainsi que des diplômes délivrés dans ce champ.

Sur ces thématiques, la MEDES continue de produire régulièrement des statistiques attendues par l'ensemble des acteurs du secteur. Dans le même temps, la MEDES travaille à l'amélioration de ses outils de diffusion, en combinant tableaux en ligne et publications synthétiques de type « Chiffres-clés ». Cette diffusion permet de mieux répondre aux besoins des différents utilisateurs, qu'ils soient à la recherche de données détaillées ou synthétisées. Après la diffusion en 2019 de « Chiffres-clés » de la jeunesse et de la vie associative, le SSM publiera fin 2020 une première édition sous ce nouveau format des « Chiffres-clés du sport ».

La crise sanitaire et plus particulièrement le confinement du printemps 2020 ont conduit à des retards de parution de certaines productions statistiques récurrentes. En particulier, la diffusion des données du recensement des licences sportives est intervenu 1 mois après la date habituelle. Ce délai imputable aux effets du confinement sur les procédures de production interne au SSM mais également à l'obtention tardive de certaines sources de données (fédérations sportives) a été annoncé dans notre calendrier de production. Les données ont fait l'objet d'une première publication provisoire suivie d'une seconde publication des données définitives (contre une seule publication les années précédentes).

En complément de ses travaux de production récurrents, la MEDES travaille à la mise en place de plusieurs dispositifs d'enquêtes. Dans le domaine du sport, la MEDES, en partenariat avec la Direction des Sports, a réalisé en 2020 l'Enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives, réédition de l'enquête de 2010 et dont la collecte a eu lieu au premier semestre. L'objectif de cette enquête est de décrire précisément les pratiques physiques et sportives, qu'elles soient autonomes ou encadrées. En complément, la MEDES a réalisé en 2020 la seconde édition du baromètre sur la pratique sportive destiné à suivre l'évolution dans le temps de la pratique sportive des Français. Ces deux enquêtes ont fait l'objet d'ajustement en raison de la crise sanitaire intervenue en 2020 et plus particulièrement du confinement du printemps 2020 (voir plus loin)

Par ailleurs, l'INJEP et la DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance), service statistique ministériel du ministère en charge de l'Éducation nationale, ont publié en 2020 les premiers résultats tirés de l'enquête réalisée conjointement en 2019 auprès des élèves du panel géré par la DEPP. Ils font l'objet d'un éclairage de l'édition 2020 de « France portrait social ». Cette enquête vise à mieux connaître les activités réalisées en dehors du collège par les jeunes, aujourd'hui absentes des systèmes d'observation statistique. En particulier, elle permet de décrire les pratiques sportives des jeunes, leur participation à la vie citoyenne, mais également de mieux savoir comment est occupé le temps des vacances scolaires.

Concernant les travaux sur la jeunesse, la MEDES a publié en 2020 les premiers résultats de l'enquête réalisée en 2019 en lien avec l'Agence du service civique (ASC) auprès des bénéficiaires de ce dispositif. Cette enquête permet de mieux décrire le profil des volontaires, notamment leurs parcours ainsi que le contenu des missions.

Dans le domaine de la vie associative, la MEDES a lancé en novembre 2020 la préparation d'une enquête auprès des ménages sur l'engagement associatif (plus particulièrement sur les dons et le bénévolat). Ce projet d'enquête, dont la collecte est prévue au premier semestre 2021, permettra d'éclairer de quelle manière s'articulent les différentes formes d'engagement associatif (dons et bénévolat notamment).

Enfin la MEDES a conduit des travaux pour la diffusion de données territorialisées sur le thème du sport. En particulier, elle a publié des « Fiches régionales du sport ». Elle prépare aussi la mise à disposition de statistiques locales sur le sport via un nouvel outil en ligne (basé sur Géoclip).

## 1. Travaux en 2020

---

### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

#### **Enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives (ENPPS)**

Cette enquête a obtenu un avis d'opportunité favorable du Cnis le 28 novembre 2018 et le label d'intérêt général et de qualité statistique avec obligation de réponse délivré par le Comité du label le 20 novembre 2019.

##### *Objectifs*

Il s'agit de décrire précisément les pratiques physiques et sportives, qu'elles soient autonomes ou encadrées, et de faire apparaître, dans la mesure du possible, les pratiques émergentes, de mesurer précisément le nombre de licenciés et de caractériser le profil socioéconomique des pratiquants et non pratiquants.

##### *Principaux partenaires*

Direction des Sports, INSEE (pour l'échantillonnage).

##### *Mode de collecte*

La collecte de cette enquête s'est déroulée en multimode séquentiel internet (CAWI) puis téléphone (CATI) puis papier.

##### *Période de réalisation*

La collecte a été réalisée au premier semestre 2020 (de fin janvier à fin août).

##### *Adaptation à la crise sanitaire*

Les deux mois de confinement du printemps 2020 ont conduit à un certain nombre d'ajustement de cette enquête dont la collecte avait démarré fin janvier, avant l'apparition des premiers effets de la crise sanitaire en France.

En premier lieu, le confinement a conduit à l'arrêt des plateaux téléphoniques menant la phase de relance CATI. En conséquence, la période de collecte de l'enquête a été rallongée de près de deux mois. Au final, une plus grande part des enquêtés ont répondu par internet. Par ailleurs, le protocole initial prévoyait un échantillon de contrôle répondant exclusivement par téléphone et destiné à la mesure des effets de mode de collecte. Cet échantillon de contrôle a dû être inclus dans l'échantillon principal (ouverture du CAWI pour cet échantillon).

En second lieu, le questionnaire a fait l'objet d'ajustement de manière à tenir compte de la période de confinement qui a eu un impact fort sur l'objet de l'enquête (à savoir les pratiques physiques et sportives). Une partie de l'échantillon ayant répondu avant le déclenchement de la crise sanitaire et l'objet de l'enquête étant principalement de fournir une vision structurelle (et non conjoncturelle) de l'état des pratiques sportives en France, le questionnaire a été modifié en cours de collecte de manière à exclure, autant que possible, les effets du confinement sur les réponses au questionnaire.

En parallèle, l'édition 2020 du Baromètre nationale des pratiques sportives dont la collecte a eu lieu en juin 2020 a permis de recueillir des informations sur la pratique sportive durant le confinement. Cette enquête plus légère qui vise à mesurer l'évolution des pratiques sportives (suivant une approche plus conjoncturelle) a ainsi pu être adaptée pour identifier précisément les pratiques hors et pendant la période du confinement du printemps 2020. Les premiers résultats de cette enquête feront l'objet d'une publication début 2021.

## **Enquête sur l'engagement associatif et les dons**

Ce projet d'enquête a obtenu un avis d'opportunité favorable le 16 juin 2020.

### *Objectifs*

Partant du constat de l'absence de données permettant de comprendre l'articulation des différentes formes d'engagement associatif, l'INJEP porte dans le cadre de son programme de travail un projet d'enquête sur ce sujet.

Le premier objectif poursuivi est d'appréhender dans quelle mesure l'engagement associatif revêt ou non plusieurs formes, c'est-à-dire si les personnes membres d'association sont aussi celles qui sont bénévoles et qui versent des dons. L'objectif de cette enquête n'est donc pas de mesurer le volume global du bénévolat ou de la participation associative, d'autres enquêtes, dont certaines récentes, ayant traité de ce sujet.

En matière de dons, il n'existe pas de recueil exhaustif. Les sources fiscales se limitent aux dons déclarés et seules quelques grandes associations disposent d'informations sur l'ensemble des dons perçus qu'il s'agisse de biens donnés lors de collectes (banques alimentaires...), d'achats de produits (albums des Restos du cœur, sacs de Handicap international...) ou de dons monétaires. Le second objectif de l'enquête est donc de disposer d'une mesure des dons selon leur type.

### *Principaux partenaires*

Un comité scientifique réunissant des représentants du monde associatif, des chercheurs experts du secteur associatif ainsi que des représentants de la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) a été constitué afin de discuter du protocole d'enquête et d'élaborer un projet de questionnaire.

### *Mode de collecte*

La collecte de cette enquête sera multimode internet et téléphone (dans les DROM).

### *Période de réalisation*

Un test sera réalisé sur un échantillon limité (100 individus) en décembre 2020. La collecte devrait avoir lieu en février-mars 2021.

### *Adaptation à la crise sanitaire*

Le questionnaire de cette enquête a fait l'objet d'adaptation de manière à identifier les effets de la crise sanitaire sur la participation des individus à la vie associative, que ce soit en matière de dons ou de bénévolat.

## **Participation à l'enquête « Autonomie » de la DREES**

L'INJEP est partenaire de la DREES dans la cadre de la préparation de son enquête « Autonomie ». Il participe notamment à l'élaboration d'un module du questionnaire destiné à mesurer les pratiques physiques et sportives des personnes en situation de handicap.

Ce projet répond à l'objectif de moyen terme « **DQS 1. Assurer la continuité de l'information sur les personnes handicapées** ».

### **1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant**

#### **Exploitation de nouvelles sources administratives de la Direction des sports**

Suite à l'avis favorable de la commission « démographie et question sociale » du Cnis du 6 juin 2019, l'INJEP a débuté en 2020 une première évaluation de la qualité de la base de données EAPS portant sur les établissements d'activités physiques et sportives (APS) et ainsi que sur les éducateurs sportifs (y compris les éducateurs stagiaires en formation). Cette base de données administrative de la Direction des sports est employée dans le cadre des opérations de contrôles des établissements et du suivi des cartes professionnelles détenues par les éducateurs sportifs encadrant contre rémunération.

Les futurs traitements prévus visent, d'une part, à fournir des informations de cadrage sur les éducateurs sportifs et les établissements d'APS à partir de l'exploitation directe de la base et éventuellement à servir de base d'échantillonnage pour des enquêtes auprès des éducateurs sportifs. La base EAPS pourrait être appariée avec les données extraites de la base des diplômés du sport et de l'animation s'agissant des éducateurs sportifs ainsi que la base SIREN s'agissant des établissements d'APS.

Depuis 2020, l'INJEP participe également à l'exploitation statistique du recensement des équipements sportifs, espaces et sites de pratiques (RES) qui a fait l'objet d'études ponctuelles par le passé. Cette participation doit conduire à la diffusion régulière de données à finalités statistiques. Ces travaux répondent à l'objectif « TRT 9. Mesurer l'accès aux équipements et services ».

### **1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés**

Sans objet

### **1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage**

Sans objet

## 1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

*Projet renforçant la lisibilité ou l'accessibilité de la production du service statistique public.*

### Production de tableaux de bord /chiffres clés

L'INJEP a réalisé la refonte de ses publications « Chiffres-clés » et propose un nouveau mode de diffusion, combinant tableaux en ligne et publication synthétique au moyen d'infographies disponible sous format papier et sur son site internet. Cette diffusion permet de mieux répondre aux besoins des différents utilisateurs, qu'ils soient à la recherche de données détaillées ou d'une vision synthétique.

Après la publication en 2019, des « Chiffres-clés de la jeunesse » dont une actualisation est prévue début 2021 et des « Chiffres-clés de la vie associative » dont l'actualisation est prévue tous les 3 ou 4 ans, l'INJEP a démarré en 2019 la réalisation de « Chiffres-clés du sport ». Dans une démarche similaire aux autres productions de cette collection, la MEDES, en lien avec la Direction des sports, a expertisé l'ensemble des sources de données existantes sur le sport. L'ensemble des données sera regroupé dans un tableau de bord en ligne tandis que la publication au format « Chiffres-clés » rassemblera de manière illustrée et synthétique, les indicateurs les plus pertinents.

Ces « Chiffres-clés du sport » ont été publiés fin 2020.

Ce nouvel outil de diffusion répond à l'objectif de moyen terme « **AG 8. Renforcer la lisibilité de la production du service statistique public** ».

### Fiches régionales du sport

L'INJEP a publié pour la première fois en septembre 2020 des « Fiches régionales du sport ». Ce nouveau produit de diffusion vise à mettre à disposition des acteurs locaux les données disponibles à l'échelle des régions et dans une moindre mesure des départements. Ces fiches reposent notamment sur l'exploitation des données du « Baromètre national des pratiques sportives » (niveau régional) ainsi que du « Recensement des licences sportives » (INJEP-MEDES) et du recensement des équipements sportifs, espaces et sites de pratiques (RES – Direction des sports).

Ces fiches peuvent s'inscrire dans le cadre des objectifs de moyen terme « **TRT 1. Mettre à disposition des indicateurs locaux pour l'action publique dans les territoires** » et « **AVG 5. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales** ».

### Outil d'observation territorial du sport

L'INJEP travaille également, en lien avec la Direction des Sports, à préparer la mise en ligne d'un outil d'observation territorial du sport (carto.sports basé sur l'outil Géoclip) permettant la diffusion d'indicateurs territorialisés sur le sport.

La mise en ligne effective devrait avoir lieu fin 2020.

Ce produit peut s'inscrire dans le cadre des objectifs de moyen terme « **TRT 1. Mettre à disposition des indicateurs locaux pour l'action publique dans les territoires** » et « **AVG 5. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales** ».

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Fiches régionales du sport	<a href="https://injep.fr/publication/les-fiches-regionales-du-sport/">https://injep.fr/publication/les-fiches-regionales-du-sport/</a>	<b>AVG 5.</b>	<b>TRT 1.</b>
Chiffres-clés du sport	À paraître début décembre		
Les volontaires en Service Civique : des parcours de formation et d'insertion variés	<a href="https://injep.fr/publication/les-volontaires-en-service-civique-des-parcours-de-formation-et-dinsertion-varies/">https://injep.fr/publication/les-volontaires-en-service-civique-des-parcours-de-formation-et-dinsertion-varies/</a>		
Dons aux associations : les ménages modestes fournissent un effort financier important	<a href="https://injep.fr/publication/dons-aux-associations-les-menages-modestes-fournissent-un-effort-financier-important/">https://injep.fr/publication/dons-aux-associations-les-menages-modestes-fournissent-un-effort-financier-important/</a>		
Les « NEET », des ressources et des conditions de vie hétérogènes	<a href="https://injep.fr/publication/les-neet-des-ressources-et-des-conditions-de-vie-heterogenes/">https://injep.fr/publication/les-neet-des-ressources-et-des-conditions-de-vie-heterogenes/</a>		

## 0. Éléments de contexte en 2020

---

*En 2020, une seule enquête était programmée. Il s'agissait de l'extension de l'enquête EnCLASS 2018 dans les DROM (Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion) qui devait se dérouler en mars. La situation sanitaire et le confinement liés au Covid n'ont pas permis de mener ces déclinaisons.*

À ce jour, seule La Réunion a été en capacité de reprogrammer l'enquête en 2020 (décembre). Pour les trois autres DROM, en accord avec les partenaires, il a été décidé qu'elles devront se dérouler impérativement au premier trimestre 2021 au plus tard sinon elles seront annulées.

**Prochaines échéances 2022 avec les enquêtes ESCAPAD et EnCLASS.**

## SDES– SERVICE DES DONNÉES ET ÉTUDES STATISTIQUES - MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

---

### 0. Éléments de contexte en 2020

---

Le programme de travail du Service des données et études statistiques (SDES) est fortement déterminé par les règlements européens, et comporte une grande part de productions récurrentes, dont le rythme est mensuel, trimestriel et/ou annuel. Ces activités récurrentes de production statistique ont été très perturbées à partir du mois de mars 2020 par le confinement mis en place pour contenir l'épidémie de Covid-19, avec des degrés toutefois variables selon les dispositifs ou les thématiques.

Les activités de production dans le domaine de la construction et du transport ont été les plus impactées, avec des interruptions ou ralentissements importants de la collecte de certaines opérations récurrentes entre la mi-mars et la mi-mai : enquête mensuelle d'activité dans le secteur du BTP (EMBTP), source utilisée pour le calcul de l'indice de la production dans le construction ; autorisations d'urbanisme (Sit@del) ; enquête sur les prix de revient des logements neufs (PRLN), source utilisée pour le calcul de l'indice du coût de la construction (ICC) ; actualisation du répertoire du parc locatif social ; actualisation du répertoire des véhicules routiers ; enquête sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (TRM)...). Dans ce contexte, certaines publications conjoncturelles, mensuelles ou trimestrielles, ont dû être retardées ou reportées, tandis que, sur un plan méthodologique, les modifications importantes de l'activité économique et des calendriers de remontées des informations ont fragilisé le calcul des séries CJO-CVS. En dépit de ce contexte difficile, les rapports à Eurostat prévus à compter de la fin mai ont pu être assurés dans les délais.

Le contexte sanitaire a également eu un impact sur le déroulement de certaines opérations spécifiques à l'année 2020, avec notamment un retard important dans la collecte de l'enquête nationale sur le logement (EnL 2020) prévue en face-à-face. D'autres enquêtes dont la collecte s'était opérée en 2019 (enquête sur la mobilité des personnes) ou essentiellement au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (enquête sur les travaux de rénovation des maisons individuelles (Tremi), enquête sur les français et la nature) ont pu donner lieu à de premières valorisations dès le 2<sup>e</sup> semestre 2020.

La conception ou les refontes de plusieurs dispositifs statistiques ont vu également leur rythme de déploiement ralenti par la crise sanitaire (Système d'enregistrement des logements-foyers (SELFy) ; refonte du répertoire des véhicules routiers) ou ont été reportées à 2021 (enquête chronotachygraphe).

Dans les champs de l'environnement et de l'énergie, le suivi des nombreuses politiques publiques visant à favoriser la transition écologique (loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020, plan Ecophyto II+ et plan de sortie du glyphosate, stratégie nationale bas carbone (SNBC), 6<sup>e</sup> programme d'action national nitrate, stratégie nationale pour la biodiversité (SNB) 2011-2020, Plan national santé et environnement 4, programmation pluriannuelle de l'énergie, transposition de la directive sur les énergies renouvelables « RED II », réforme du diagnostic de performance énergétique (DPE), suite des travaux de la convention citoyenne pour le climat...) ont induit d'importants besoins de diffusion d'informations de synthèse et de clés de lecture sur les grandes problématiques environnementales (changement climatique, érosion de la biodiversité, économie circulaire, santé/environnement, utilisation des pesticides, fiscalité environnementale, énergies renouvelables, rénovation énergétique...) et renforcé la nécessité de consolider les systèmes d'observation et d'acquisition des connaissances en lien avec ces problématiques.

A l'échelon européen, le Green Deal et les impacts de la crise sanitaire ont conduit Eurostat à proposer un élargissement des données collectées dans le domaine de l'environnement et un resserrement des délais de fourniture de celles-ci. Après le nouveau rapportage sur le gaspillage alimentaire acté en 2019, l'objectif est désormais de rendre obligatoire le rapportage sur les comptes de la forêt, sur l'eau, sur les taxes environnementales et les subventions positives et sur certaines parties des comptes des écosystèmes. Les suites données au règlement sur la gouvernance de l'Union de l'énergie se traduiront également par des demandes accrues en matière de statistiques de l'énergie.

## 1. Travaux en 2020

---

### 1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

#### Energie

##### **Enquêtes sur les travaux de rénovation énergétique**

L'enquête sur les travaux de rénovation énergétique des maisons individuelles (TREMI), réalisée en co-maîtrise d'ouvrage avec l'Ademe, a été collectée, par internet, de janvier à avril 2020. Les premiers résultats de cette enquête seront publiés en décembre 2020. Concernant l'enquête sur les travaux de rénovation énergétique dans le logement collectif (TRECO), une enquête pilote, visant à tester différentes protocoles, est en cours d'élaboration en vue de la réalisation d'une enquête en grandeur réelle en 2022.

#### Transports

##### **Enquête mobilité des personnes 2018-2019**

La collecte de l'enquête mobilité des personnes 2018-2019 (anciennement Enquête Nationale Transports Déplacements – ENTND) s'est déroulée de mai 2018 à avril 2019 (enquête en face à face assurée par l'Insee). Cette enquête fournit des données de référence sur la mobilité des Français et l'évolution de leurs comportements de mobilité par rapprochement avec les résultats des éditions précédentes réalisées tous les 10/15 ans. Au premier semestre 2020, les traitements statistiques et les travaux d'enrichissements se sont poursuivis avec l'objectif de disposer de premiers résultats à l'automne 2020 et d'un fichier définitif complet début 2021. Les premiers résultats nationaux sur la mobilité locale ont ainsi été publiés à l'occasion de la semaine européenne de la mobilité en septembre 2020, accompagnés d'une vidéo. Les résultats relatifs à la mobilité longue distance seront valorisés début 2021.

##### **Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (TRM)**

La rénovation méthodologique de l'enquête permanente sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (TRM), réalisée dans le cadre d'un règlement européen depuis 1978, a conduit en 2019 à la définition d'un nouveau plan de sondage et à la révision de la méthode de redressement des résultats. A compter du 1er janvier 2020, l'enquête a été collectée selon cette nouvelle méthodologie. Compte-tenu des perturbations importantes générées par la crise sanitaire sur la collecte de l'enquête et l'élaboration des nouveaux produits de diffusion, les premiers résultats de l'enquête selon ce nouveau protocole seront diffusés fin 2020, accompagnés d'éléments explicatifs sur les changements opérés.

##### **Enquête Chronotachygraphes**

En raison de la crise sanitaire, la rénovation de l'enquête sur la durée du travail des conducteurs routiers, initialement programmée en 2020, a été reportée en 2021. Cette enquête par lecture de " chrono-tachygraphes ", réalisée depuis le milieu des années 90, repassera au Comité du label en 2021.

#### Construction – Logement

##### **Enquête nationale sur le logement**

La collecte de l'enquête nationale sur le logement (EnL 2020) a débuté en face-à-face en octobre 2019. Conduite auprès de 35 000 ménages, cette enquête vise à décrire les conditions de logement des ménages et évaluer leurs dépenses en logement. Alors que près de la moitié des questionnaires avaient été collectés, la collecte a été suspendue entre la mi-mars et la fin août, compte-tenu des contraintes sanitaires peu propices au déroulement d'interviews en face-à-face. Après une reprise début septembre, la collecte a été de nouveau interrompue la première quinzaine de novembre 2020 afin de mettre en place le protocole permettant de collecter désormais cette enquête par téléphone. Dans ce contexte, la fin de collecte est retardée et devrait intervenir au cours du premier semestre 2021.

## Environnement

### **Enquête sur les Français et la Nature »**

L'enquête sur " Les Français et la Nature " a été collectée par internet en mars et avril 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 4 550 Français âgés de 16 ans et plus. Cette enquête vise à interroger la relation spécifique qui unit la société française et son environnement (milieux naturels, faune, flore, etc.), en étudiant la diversité des perceptions individuelles. Les principaux résultats de cette enquête ont été diffusés en septembre 2020, accompagnés d'une datavisualisation.

### **1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant**

## Energie

Les volets du bilan de l'énergie relatifs aux consommations d'électricité et de gaz ont été élaborés, pour la première fois cette année, à partir des données locales de consommation recueillies et diffusées dans le cadre de l'article 179 de la loi de transition énergétique de 2015. Cette source s'est substituée à l'enquête annuelle sur la transmission et la distribution d'électricité (EATDE) et l'enquête annuelle sur les statistiques gazières (EASG), toutes deux arrêtées,

L'enquête annuelle sur la production d'électricité (EAPE) a été allégée grâce à l'exploitation du registre sur les installations de production d'électricité tenu par RTE. L'enquête est désormais restreinte aux centrales thermiques (compte tenu du besoin d'informations sur les quantités de combustibles utilisées) et aux installations autoconsommant de l'électricité.

Le base des diagnostics de performance énergétique (DPE) de l'Ademe a été exploitée, en l'appariant avec le fichier Fidéli de l'Insee, afin d'estimer la distribution des performances énergétiques du parc de logements, donnant lieu à la publication d'un document de travail en septembre 2020. **(AVG 7)**

Le fichier des déclarations de durabilité des biocarburants de la Direction générale de l'énergie et du climat est désormais la source de référence, à la place des données fiscales relatives à la taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburants (TIRIB), pour estimer la consommation de biocarburants. Cette substitution a permis d'avancer de septembre à avril N+1 la production de l'indicateur de suivi de l'objectif de développement des énergies renouvelables défini par la directive 2009/28/CE.

## Transports

L'exploitation des données des contrôles techniques des véhicules s'est poursuivie en 2020, dans le cadre de la refonte du répertoire des véhicules routiers. L'objectif est d'alimenter quotidiennement le répertoire avec les nouvelles immatriculations de véhicules et avec les données de contrôles techniques, afin de décrire le parc roulant de véhicules. Jusqu'à présent, ce parc était estimé en fonction de l'âge du véhicule (parcs immatriculés « tronqués » à 15, 17 ou 18 ans selon le type de véhicule) et n'était mobilisable que de façon agrégée selon différents critères : âge, motorisation, puissance, maille géographique régionale / départementale. La connaissance désormais plus fine et exhaustive du parc a permis de publier pour la première fois en octobre 2020 des parcs de véhicules roulants pour les voitures particulières, pour les poids lourds ainsi que pour les véhicules utilitaires légers. En outre, ont été publiés des parcs actualisés de voitures particulières par vignette Crit'air et par EPCI dans les 7 nouvelles métropoles engagées dans la mise en place d'une Zone à Faibles Emissions, ainsi que dans les 16 métropoles déjà engagées précédemment.

## Construction – Logement

Fin janvier 2020, le SDES et le bureau GF-3C de la DGFIP ont signé une convention ayant pour objet la transmission de données individuelles issues des fichiers fiscaux relatifs à l'impôt sur le revenu et ses annexes ; à la taxe d'habitation ; au foncier standard ; aux demandes de valeurs foncières ; aux éléments d'imposition des collectivités locales ; aux déclarations des investissements Outre-mer ; à la cotisation foncière des entreprises. Ces sources ont déjà permis ou permettront au SDES de

consolider, redresser et enrichir, après appariement, des bases de données et de réaliser des chiffrages et études visant à éclairer de multiples problématiques dans le champ du logement et de la rénovation énergétique : suivi de la rénovation et des aides à la rénovation (CITE), artificialisation des sols, immobilier commercial, impact des entrepôts et plateformes logistiques, suivi et impact des dispositifs de défiscalisation (Pinel, Censi-Bouvard)... Ils permettront aussi de répondre aux besoins des acteurs locaux de l'habitat et du logement en leur fournissant des données agrégées issues de ces sources à l'échelle de leurs territoires. **(AVG 7)**

Le SDES a par ailleurs entrepris plusieurs démarches pour accéder à d'autres bases de données : la demande de logement social (SNE) ; les prestations sociales en lien avec le logement (CNAF) ; les loyers observés dans les pôles urbains (ANIL) ; les aides à la rénovation des logements (CEE, ANAH). La mise à disposition des données correspondantes devrait être pleinement effective à partir du début de l'année 2021.

## Environnement

### **Vente de produits phytopharmaceutiques**

Plusieurs exploitations de la BNV-D (banque nationale des ventes des distributeurs), qui rassemble les données de ventes et d'achat des produits phytopharmaceutiques, ont été réalisées par le SDES, afin de répondre aux demandes d'indicateurs exprimées par la Task Force interministérielle sur la « stratégie de sortie du glyphosate » et la mission d'information parlementaire sur le sujet. Un travail interne de croisement des données de la BNVD avec celles issues de l'enquête pratique culturelle a été mené en lien avec le SSP-MAA.

### **Économie circulaire**

A l'occasion de la nouvelle publication des chiffres clefs de l'économie circulaire, des sources nouvelles ont été explorées pour illustrer un des piliers de l'économie circulaire : écolabel européen, nombre de démarches Écologie industrielle territoriale, nombre d'entreprises et de collectivités accompagnées sur l'économie de la fonctionnalité par l'Ademe.

## **1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés**

### Energie

Le bilan « provisoire » de l'énergie 2019, paru en avril 2020, comprend pour la première fois la ventilation de la consommation d'énergie par grand secteur.

### Transports

#### **Bilan de la circulation**

Le bilan de la circulation routière rassemble et met en cohérence annuellement les évolutions du parc de véhicules, de la circulation routière et de la consommation de carburants. Jusqu'à présent, ce bilan s'appuyait sur des données de référence, ou « base », élaborées en 2009. En 2020, le bilan de la circulation a été partiellement « rebasé » sur de nouvelles données de référence, sur le parc notamment, dans le cadre d'un groupe de travail d'experts et de partenaires du bilan annuel (UGE, CITEPA, CCFA, SEVS, CNR,...). A l'automne 2020, a été diffusé le bilan de la circulation en nouvelle base pour les années 2012-2019. Les données des années antérieures seront ré-estimées ultérieurement en nouvelle base et devraient être disponibles en 2021.

## Environnement

### **Empreinte Carbone**

Un travail méthodologique a été entrepris au cours du second semestre 2020 pour fiabiliser la méthode d'estimation de l'empreinte carbone. Cette expertise se poursuit dans le cadre d'un groupe de travail associant les principaux experts du domaine, constitué dans le prolongement du rapport du Haut Conseil pour le Climat sur l'empreinte carbone d'octobre 2020, en vue de stabiliser la méthode de production de cet indicateur, utilisé de façon croissante pour le suivi des politiques publiques. **(EDD5)**.

## **Economie verte**

Un groupe de travail de l'Observatoire national de l'emploi et des métiers verts (Onemev), piloté par le SDES, a mis à jour le périmètre de l'économie verte (éco-activités et activités périphériques). Ces travaux ont donné lieu à la publication d'un document de travail en juillet 2020. En continuité avec le séminaire de 2018 « Emploi et transition écologique : quelles méthodes, quelles sources, quelles données pour approcher le niveau territorial ? », une séquence de cinq séminaires/webinaires a été mise en place avec France Stratégie et le Céreq au dernier semestre 2020 sur la thématique « Transition écologique et compétences ».

### **1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage**

#### Transports

##### **Répertoire des véhicules routiers**

La refonte informatique du répertoire des véhicules routiers (RSVERO2), appariant données d'immatriculation des véhicules et contrôles techniques, s'est poursuivie en 2020 et devrait s'achever au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

### **1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion**

#### Energie

Dans le cadre du dispositif de mise à disposition de données locales de consommation prévu par l'article 179 de la loi de transition énergétique de 2015 et ses textes d'application, ont été diffusées pour la première fois des données de consommation à l'adresse pour le gaz et l'électricité. Par ailleurs, les données à l'IRIS et à la commune sont désormais ventilées par secteur au niveau de la division. **(AVG 5)**.

Une nouvelle publication annuelle (dans la collection Datalab essentiel) sur les prix des produits pétroliers, donnant en avril les résultats de l'année précédente, complète désormais l'offre du SDES en matière d'analyse des prix de l'énergie.

#### Environnement

En appui du plan de réduction de l'usage des pesticides (Écophyto II+, glyphosate), le SDES a fait évoluer le service de datavisualisation des données de vente des produits phytosanitaires et l'a mis en ligne début 2020 avec une visualisation possible à la commune.

Suite à la publication du rapport sur l'environnement en France en octobre 2019 et au focus santé environnement également en juin 2019, un focus dédié aux « ressources naturelles » a été publié en mai 2020. Parallèlement de nombreux compléments ont été apportés au site internet du rapport sur l'état de l'environnement <https://ree.developpement-durable.gouv.fr/> **(EDD1)**. Après un an de fonctionnement, ce site fait l'objet d'une très forte audience (en moyenne 120 000 pages vues par mois à novembre 2020).

#### Objectifs de Développement Durable

Les indicateurs nationaux et territoriaux des objectifs de développement ont été actualisés et mis à disposition sur le site de l'Insee. La valorisation des indicateurs sous la forme d'une data-visualisation a constitué un chantier important en 2020 qui devrait conduire à un nouveau produit de diffusion début 2021. Cette data-visualisation met en exergue les chiffres clés et le progrès accomplis dans l'atteinte des cibles pour chaque indicateur. **(AVG1)**

## 2. Principales publications de l'année 2020

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
<b>Ouvrages de référence</b>			
Bilan de l'énergie	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-energetique-de-la-france-pour-2018?rubrique=19&amp;dossier=170">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-energetique-de-la-france-pour-2018?rubrique=19&amp;dossier=170</a>		
Chiffres clés de l'énergie	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-de-lenergie-edition-2020-0?rubrique=19&amp;dossier=170">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-de-lenergie-edition-2020-0?rubrique=19&amp;dossier=170</a>		
Chiffres clés des énergies renouvelables	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-des-energies-renouvelables-edition-2020?rubrique=18">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-des-energies-renouvelables-edition-2020?rubrique=18</a>		
Chiffres clés du climat	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-du-climat-france-europe-et-monde-edition-2020-0?rubrique=25">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-du-climat-france-europe-et-monde-edition-2020-0?rubrique=25</a>		
Chiffres clés de l'eau	à paraître déc 2020		<b>EDD1</b>
Rapport sur l'environnement en France – focus ressource naturelle	<a href="https://ree.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/focus_ressources_naturelles_version_complexe.pdf">https://ree.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/focus_ressources_naturelles_version_complexe.pdf</a>	<b>AVG6</b>	<b>EDD1</b> <b>EDD9</b>
Chiffres clés du transport	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-du-transport-edition-2020?rubrique=56&amp;dossier=1337">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-du-transport-edition-2020?rubrique=56&amp;dossier=1337</a>		
Bilan social annuel du transport routier de marchandises	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-social-annuel-du-transport-routier-de-marchandises-edition-2020-0?rubrique=337&amp;dossier=1352">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-social-annuel-du-transport-routier-de-marchandises-edition-2020-0?rubrique=337&amp;dossier=1352</a>		
Bilan annuel des comptes des transports	À paraître en novembre 2020		
Bilan annuel des comptes du logement	À paraître en novembre 2020		
<b>Publications présentant des résultats nouveaux ou issus de sources nouvelles</b>			
Le parc de logements par classe de performance énergétique	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/le-parc-de-logements-par-classe-de-consommation-energetique?rubrique=20&amp;dossier=168">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/le-parc-de-logements-par-classe-de-consommation-energetique?rubrique=20&amp;dossier=168</a>	<b>AVG 7</b>	
Les facteurs d'évolution des émissions de CO2 liées à l'énergie en France entre 1990 et 2018	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-facteurs-devolution-des-emissions-de-co2-liees-lenergie-en-france-de-1990-2018?rubrique=28&amp;dossier=1274">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-facteurs-devolution-des-emissions-de-co2-liees-lenergie-en-france-de-1990-2018?rubrique=28&amp;dossier=1274</a>		<b>EDD 2</b>

Les Français émettent moins de CO2 que leurs voisins européens	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-francais-emettent-moins-de-co2-que-leurs-voisins-europeens-0?rubrique=28&amp;dossier=1274">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-francais-emettent-moins-de-co2-que-leurs-voisins-europeens-0?rubrique=28&amp;dossier=1274</a>	<b>AVG 6</b>	
En 2016, les revenus d'activité non salariée des chauffeurs de VTC sont de moitié inférieurs à ceux des taxis	<a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/4470786?sommaire=4470890#consulter-sommaire">https://www.insee.fr/fr/statistiques/4470786?sommaire=4470890#consulter-sommaire</a>		
Comment les Français se déplacent-ils en 2019 ?	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/comment-les-francais-se-deplacent-ils-en-2019-resultats-de-lenquete-mobilite-des-personnes?rubrique=60&amp;dossier=1345">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/comment-les-francais-se-deplacent-ils-en-2019-resultats-de-lenquete-mobilite-des-personnes?rubrique=60&amp;dossier=1345</a>		
38,2 millions de voitures en circulation en France	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/382-millions-de-voitures-en-circulation-en-france?rubrique=58&amp;dossier=1347">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/382-millions-de-voitures-en-circulation-en-france?rubrique=58&amp;dossier=1347</a>	<b>AVG7 et AVG5</b>	
6 millions de véhicules utilitaires légers en circulation au 1er janvier 2020	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/6-millions-de-vehicules-utilitaires-legers-en-circulation-au-1er-janvier-2020?rubrique=58&amp;dossier=1347">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/6-millions-de-vehicules-utilitaires-legers-en-circulation-au-1er-janvier-2020?rubrique=58&amp;dossier=1347</a>	<b>AVG7 et AVG5</b>	
Le parc de poids lourds en circulation est stable au 1er janvier 2020	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/le-parc-de-poids-lourds-en-circulation-est-stable-au-1er-janvier-2020?rubrique=58&amp;dossier=1347">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/le-parc-de-poids-lourds-en-circulation-est-stable-au-1er-janvier-2020?rubrique=58&amp;dossier=1347</a>	<b>AVG7 et AVG5</b>	
Stabilité de la circulation routière en France en 2019	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/stabilite-de-la-circulation-routiere-en-france-en-2019?rubrique=58&amp;dossier=1348">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/stabilite-de-la-circulation-routiere-en-france-en-2019?rubrique=58&amp;dossier=1348</a>	<b>AVG7</b>	
Encadrement des loyers à Paris : une contrainte plus forte pour certains logements	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/encadrement-des-loyers-paris-une-contrainte-plus-forte-pour-certains-logements-0?rubrique=48&amp;dossier=1051">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/encadrement-des-loyers-paris-une-contrainte-plus-forte-pour-certains-logements-0?rubrique=48&amp;dossier=1051</a>		<b>TRT1, TRT 5</b>
Près de 300 000 hectares mobilisés par les stations de ski au cœur d'espaces naturels	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/pres-de-300-000-hectares-mobilises-par-les-stations-de-ski-au-coeur-despaces-naturels-0?rubrique=38&amp;dossier=232">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/pres-de-300-000-hectares-mobilises-par-les-stations-de-ski-au-coeur-despaces-naturels-0?rubrique=38&amp;dossier=232</a>	<b>AVG5</b>	<b>EDD1</b>
Les espaces protégés du littoral : entre zones urbanisées et grands espaces naturels	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-espaces-protoges-du-littoral-entre-zones-urbanisees-et-grands-espaces-naturels?rubrique=42&amp;dossier=224">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-espaces-protoges-du-littoral-entre-zones-urbanisees-et-grands-espaces-naturels?rubrique=42&amp;dossier=224</a>	<b>AVG5</b>	<b>EDD1</b>
Biodiversité rare ou menacée : peu d'améliorations depuis 2007	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-03/datalab-essentiel-207-biodiversite-rare-menacee-mars2020_0.pdf">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-03/datalab-essentiel-207-biodiversite-rare-menacee-mars2020_0.pdf</a>		<b>EDD1</b>
Les Français et la nature : fréquentation, représentations et opinions	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-10/datalab_essentiel_227_francais_nature_octobre2020_0.pdf">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-10/datalab_essentiel_227_francais_nature_octobre2020_0.pdf</a>		<b>EDD1</b>
Le suivi de la composition chimique des particules atmosphériques : complémentarités des	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-10/thema_essentiel_03_particules_atmos_octobre2020.pdf">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-10/thema_essentiel_03_particules_atmos_octobre2020.pdf</a>		<b>EDD1</b> <b>EDD6</b>

observatoires nationaux			
Quelle évolution des sites humides emblématiques entre 2010 et 2020 ?,	Datalab Essentiel, à paraître en déc 2020	<b>AVG5</b>	<b>EDD1</b>
L'empreinte carbone des français reste stable	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-01/datalab-essentiel-204-l-empreinte-carbone-des-francais-reste-%20stable-janvier2020.pdf">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-01/datalab-essentiel-204-l-empreinte-carbone-des-francais-reste-%20stable-janvier2020.pdf</a>		<b>EDD1</b> <b>EDD5</b>
Risques climatiques : six Français sur dix sont d'ores et déjà concernés	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/risques-climatiques-six-francais-sur-dix-sont-dores-et-deja-concernes?rubrique=43&amp;dossier=200">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/risques-climatiques-six-francais-sur-dix-sont-dores-et-deja-concernes?rubrique=43&amp;dossier=200</a>		<b>EDD1</b> <b>EDD7</b>
Plan de réduction des produits phytopharmaceutiques et sortie du glyphosate : état des lieux des ventes et des achats en France en 2018	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/plan-de-reduction-des-produits-phytopharmaceutiques-et-sortie-du-glyphosate-etat-des-lieux-des-0?rubrique=38&amp;dossier=228">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/plan-de-reduction-des-produits-phytopharmaceutiques-et-sortie-du-glyphosate-etat-des-lieux-des-0?rubrique=38&amp;dossier=228</a> et <a href="http://dataviz.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/produits_phytopharmaceutiques">http://dataviz.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/produits_phytopharmaceutiques</a>		<b>EDD1</b>
Révision méthodologique du suivi statistique de l'emploi dans les professions vertes	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-01/document-travail-45-onemev-revision-methodologique-janvier2020.pdf">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-01/document-travail-45-onemev-revision-methodologique-janvier2020.pdf</a>		<b>EDD3</b>
Nouveau périmètre des activités de l'économie verte	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-07/document_travail_48_onemev_nouveau_perimetre_juillet2020_0.pdf">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2020-07/document_travail_48_onemev_nouveau_perimetre_juillet2020_0.pdf</a>		<b>EDD3</b>
Bilan de la qualité de l'air extérieur en 2019	<a href="https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-de-la-qualite-de-lair-exterieur-en-france-en-2019-0?rubrique=32&amp;dossier=204">https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/bilan-de-la-qualite-de-lair-exterieur-en-france-en-2019-0?rubrique=32&amp;dossier=204</a>		<b>EDD1,</b> <b>EDD8</b>

## **Annexe. Texte des avis de moyen terme 2019-2023**

---

## Avis généraux

---

### Développement durable

#### AG1. Améliorer la mesure de la qualité de la croissance

Le Conseil se félicite de la publication du rapport du groupe de travail sur la déclinaison française des indicateurs de suivi des objectifs de développement durable. Au-delà de la mise à jour et la diffusion régulière des indicateurs retenus par le rapport, le Conseil demande au service statistique public de répondre aux recommandations du groupe de travail dans la perspective d'affiner la mesure de la qualité de la croissance.

#### AG2. Mesurer et analyser les inégalités dans leur diversité

Le Conseil considère que le développement durable intègre la question des inégalités de toutes natures. Il souhaite vivement qu'elles demeurent un sujet d'attention permanent et que cette question soit prise en compte dans les travaux entrepris.

### Numérique

#### AG3. Observer et analyser les mutations économiques et sociales dues à la transformation numérique

L'économie numérique transforme en profondeur l'activité humaine et les relations entre les individus. Le Conseil demande que le service statistique public mesure le développement des technologies numériques et ses conséquences, d'une part, sur les usages qu'en font les entreprises ou autres organisations et les individus, d'autre part, sur l'économie et la société.

#### AG4. Tirer profit des sources de données produites par le développement du numérique

Le Conseil recommande aux services producteurs d'explorer les nouvelles sources de données dès lors qu'elles ouvrent des perspectives d'enrichissement du système d'information de la statistique publique. Il demande aux services d'expertiser ces sources et d'être particulièrement attentifs à la qualité des statistiques produites.

### Territoires

#### AG5. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales

Le Conseil note avec satisfaction les avancées substantielles dans la mise à disposition par les services producteurs de données territoriales plus riches et plus fines. Il demande que le service statistique public poursuive ses efforts dans ce domaine et veille tout particulièrement à garantir la cohérence des informations produites et à en faciliter l'accès notamment aux acteurs locaux.

#### AG6. Poursuivre les investissements dans les comparaisons internationales

Le Conseil prend acte qu'une partie du programme statistique répond à des demandes européennes. Dans ce contexte, il encourage vivement les efforts produits par le service statistique public pour continuer à prendre une part active à la construction de la statistique européenne et pour développer des comparaisons internationales – y compris des territoires – en étant très attentif aux questions de comparabilité entre pays.

### Méthodes et diffusion

#### AG7. Développer les appariements entre sources de données

Le Conseil demande à l'ensemble des producteurs de la statistique publique de développer les appariements entre sources de données afin d'enrichir l'analyse des liens entre différents thèmes, en veillant au strict respect de la confidentialité lorsque les appariements reposent sur des informations identifiantes.

#### AG8. Renforcer la lisibilité de la production du service statistique public

Le Conseil recommande aux services de la statistique publique de poursuivre leurs efforts pour améliorer la lisibilité de leur offre. Celle-ci couvre à la fois les nomenclatures utilisées, l'information sur les sources de données qu'ils produisent et la diffusion des statistiques et analyses qui en sont issues.

## Commission Démographie et questions sociales

---

### Observation de populations spécifiques

#### DQS 1. Assurer la continuité de l'information sur les personnes handicapées

Le Conseil soutient les efforts menés par le service statistique public afin d'observer et mieux définir les différentes populations atteintes d'un handicap. Il souligne l'importance d'assurer le renouvellement d'enquêtes en population générale et d'enrichir le système d'information par d'autres sources de données, notamment par les données administratives.

#### DQS 2. Suivre le vieillissement de la population

Le Conseil souhaite que le service statistique public suive attentivement le phénomène de vieillissement de la population en France en mettant particulièrement l'accent sur les personnes notamment aux grands âges, leurs conditions de vie et leur état de santé.

#### DQS 3. Mieux connaître les conditions de vie de l'enfant

Le Conseil recommande que la statistique publique consolide son système d'information afin de développer les connaissances relatives aux conditions de vie et au développement de l'enfant et de l'adolescent dans son environnement social et familial. L'approche en termes d'observation des parcours est encouragée. Les conséquences des ruptures familiales sur le quotidien de l'enfant ainsi que la situation et le devenir des enfants concernés par la protection de l'enfance seront principalement examinés.

#### DQS 4. Mesurer l'émigration

Le Conseil renouvelle le constat du manque d'informations sur les émigrants quittant le territoire national. Il demande que le service statistique public, dans le cadre de la poursuite de ses travaux sur les flux migratoires, porte ses efforts sur la mesure du phénomène d'émigration. Il sera notamment attentif aux données produites sur les départs de jeunes de France vers l'étranger et, parmi eux, ceux en mobilité internationale pour leurs études.

### Précarités et inégalités sociales

#### DQS 5. Développer la mesure de la précarité résidentielle

Le Conseil note que le sujet de la précarité résidentielle et les enjeux qu'il soulève font l'objet d'une forte demande sociale. Il demande au service statistique public de renforcer ses efforts pour identifier et mobiliser les sources de données permettant de prendre régulièrement la mesure des situations de personnes mal-logées ou sans domicile, en portant particulièrement l'attention sur les publics très vulnérables comme les personnes âgées, les mineurs non accompagnés ou les familles monoparentales et familles nombreuses.

#### DQS 6. Observer la grande pauvreté

L'état actuel du système d'information statistique relatif à la mesure de la pauvreté rend insuffisamment compte des situations de grande pauvreté, qu'il s'agisse des personnes en ménage ordinaire ou de celles vivant en dehors de ce périmètre. Le Conseil insiste sur l'importance de bien définir la notion de grande pauvreté pour mieux repérer et exploiter les sources permettant d'observer les trajectoires des personnes concernées, et en particulier mesurer les phénomènes de persistance dans la pauvreté.

#### DQS 7. Stéréotypes, préjugés et discriminations

Les critères de discrimination inscrits dans la Loi, surtout s'ils se combinent, constituent une grave menace pour la cohésion sociale. Le Conseil demande que le service statistique public construise un dispositif d'observation et de mesure des différentes formes de stéréotypes, préjugés et discriminations.

#### DQS 8. Suivre le développement du numérique et ses effets sociaux

Le Conseil encourage la poursuite de la production de données sur le développement du numérique et de ses effets sociaux. Il insiste pour que des exploitations par catégorie de populations soient menées afin d'affiner les mesures de la fracture numérique et mieux caractériser les publics concernés. Le caractère régulier de ces mesures permettra d'en suivre les évolutions dans le temps.

### Développement du système d'information

#### DQS 9. Pérenniser le système d'information sur le logement

Le Conseil appuie les producteurs de la statistique publique dans leurs efforts de pérennisation d'un système d'information pour l'observation et le suivi de l'état et des conditions de logement en France et dans ses territoires. Il rappelle la nécessité de comparer dans le temps les situations vécues par les individus et soutient le renouvellement de l'enquête nationale logement et de l'enquête sans domicile.

### **DQS 10. Renouveler l'enquête Emploi du temps**

Le Conseil considère que l'enquête Emploi du temps est un dispositif essentiel pour mesurer la manière dont les membres d'un ménage, y compris les enfants, organisent leur temps et partagent les tâches. Il demande que l'enquête soit renouvelée, en particulier pour suivre l'évolution durant les dernières décennies des inégalités de genre en la matière.

## **Commission Emploi, qualification et revenus du travail**

---

### **EQRT 2. Analyser l'insertion professionnelle des populations socialement défavorisées**

Le Conseil renouvelle sa demande auprès des producteurs de la statistique publique d'analyser les difficultés d'insertion professionnelle des populations socialement défavorisées (précarisées, vulnérables...), et notamment des jeunes entrant sur le marché du travail.

### **EQRT 3. Approfondir les liens entre parcours professionnel et santé**

Le Conseil demande au service statistique public de consolider les dispositifs d'observation afin de mieux analyser les interrelations entre l'état de santé des personnes et leur itinéraire professionnel (conditions de travail, expositions aux risques psycho-sociaux ou environnementaux, aux maladies professionnelles, notamment). L'attention continuera à être portée aussi bien sur les salariés que sur les personnes à la recherche d'un emploi.

## **Commission Services publics et services aux publics**

---

### **SP 1. Observer les parcours des personnes âgées**

Le Cnis constate que l'observation des processus conduisant à la perte d'autonomie des personnes âgées est insuffisamment traitée. Le Conseil soutient le développement d'un dispositif d'observation longitudinal permettant de repérer les entrées en situation de dépendance et d'en analyser les déterminants. Ce dispositif d'observation devra aussi permettre de suivre la manière dont les personnes dépendantes sont accompagnées par les services et les aides dont elles bénéficient compte tenu de leur état de santé.

### **SP 2. Mesurer le non recours aux droits sociaux**

Le non recours aux aides et prestations sociales, lorsqu'il est important, est une source majeure d'inefficacité des politiques de protection sociale. Le Cnis encourage vivement la poursuite des travaux visant à repérer et caractériser les situations de non recours, à en mesurer l'étendue afin d'analyser leur rôle dans la persistance des situations de fragilité sociale.

### **SP 3. Veiller à la continuité du système d'information statistique sur les retraites**

Le Cnis prend note des perspectives de réforme des régimes de retraite. Il demande que les représentants concernés du service statistique public soient associés, dès leurs lancements, aux travaux de refonte des systèmes de gestion des retraites, pour qu'ils puissent alimenter régulièrement des systèmes d'information statistique portant sur les situations et comportements des ayants droit.

## **Commission Territoires**

---

### **TERR 1. Mettre à disposition des indicateurs locaux pour l'action publique dans les territoires**

Le Conseil rappelle l'importance de l'information statistique localisée, indispensable aux acteurs qui conduisent des politiques publiques dans les territoires. Il souhaite que les investissements importants faits par la statistique publique soient maintenus. Il attire en particulier l'attention des producteurs sur le besoin d'informations permettant de mesurer l'emploi et les revenus localisés, ainsi que le coût de la vie à un niveau infra-national. Le Conseil demande au service statistique public de poursuivre les efforts entrepris pour améliorer l'accès et la

lisibilité des informations mises à disposition. Il préconise que le dialogue avec les acteurs locaux s'appuie sur des structures régionales de concertation.

#### **TERR 2. Compléter l'information disponible sur l'Outre-mer**

Le Conseil réaffirme l'importance de disposer d'une information statistique sur l'Outre-mer. Il note avec satisfaction les progrès réalisés en la matière et les moyens que le service statistique public y consacre. Il invite la statistique publique à poursuivre ses efforts pour couvrir l'ensemble du territoire national et permettre des comparaisons entre les régions, y compris ultra-marines.

#### **TERR 4. Améliorer le géocodage**

Le Conseil encourage la poursuite des travaux visant à localiser le plus précisément possible les bâtiments à usage d'habitation ou d'activité et l'emploi public et privé, afin de disposer d'informations de qualité géolocalisées ou pour des zonages très fins (données carroyées).

## **Commission Évaluation du recensement de la population**

---

#### **CNERP 3. Alléger la charge des communes et de l'Insee**

La recherche d'allègement de la charge liée au recensement doit rester une préoccupation constante. La Cnerp constate avec satisfaction la forte progression de la collecte par internet. Elle encourage les efforts menés pour la dématérialisation de la collecte et soutient les expérimentations de nouveaux modes de collecte, qui allégeraient la charge de travail des coordonnateurs communaux et des agents recenseurs.

#### **CNERP 5. Adapter le recensement aux exigences et demandes externes**

La Cnerp note avec intérêt les efforts réalisés pour prendre davantage en compte les besoins des utilisateurs externes, à travers notamment l'introduction de nouvelles questions (mode de transport, liens familiaux, etc.). Elle a pris connaissance des demandes d'Eurostat concernant la production de données finement localisées et la mise à disposition rapide d'estimations de population et invite l'Insee à poursuivre les travaux dans ces domaines.

#### **CNERP 6. Adapter le processus de production, suite à la suppression de la taxe d'habitation**

La Cnerp recommande de porter une très grande attention aux conséquences des évolutions portant sur la taxe d'habitation. Elle demande à être très régulièrement informée des travaux conduits pour assurer la continuité de la production du recensement, notamment ceux relatifs à l'utilisation de nouveaux fichiers et à l'adaptation des outils informatiques.